



# 2007: POUR LE COMMUNISME PAS D'ILLUSIONS SUR LA GAUCHE !

'ANTI-LIBERAUX' | PAGE 3

CRÉATION DU 'CNU' | PAGE 4

| PAGE 7

ET AUSSI...



**L'OCCASION  
MANQUÉE**

**POUR  
L'UNITÉ DES  
M-L**



**CAPITALISME  
ET OGM**

**INTERVIEW  
DE L'AGEN**

**HULOT ÉCOLO ?**

**FEMMES DU  
NEPAL**



## NOUS SOMMES COMMUNISTES

VOIE PROLÉTARIENNE EST UNE ORGANISATION COMMUNISTE

COMMUNISTES, nous sommes convaincus qu'il y a un autre choix que d'accepter le capitalisme, la fatalité de la crise, la misère matérielle et morale, les guerres : celui de lutter pour une société d'hommes et de femmes librement associés, prendre en main notre avenir et ne pas subir celui que nous réserve la bourgeoisie. Il est vrai, les ouvriers peuvent prendre le pouvoir et le perdre. L'URSS et la Chine ont été des espoirs. Ce sont maintenant des pays capitalistes. Mais nous ne tournons pas la page. La Commune de Paris, la révolution russe ou chinoise et en particulier la Révolution Culturelle sont de riches expériences pour nous. Nous avons encore à apprendre d'elles pour mieux surmonter les difficultés actuelles ou futures.

COMMUNISTES, nous luttons pour que les exploités détruisent le pouvoir et la bourgeoisie (son gouvernement, son parlement, sa police et son armée) et exercent par eux-mêmes un pouvoir sur toute la société. Ce pouvoir ne sera réel que s'il est porté par un bouleversement complet des rapports entre les hommes, des relations entre les hommes et les femmes, de la division du travail, du travail lui-même. Son accouchement ne pourra se faire que par la violence de masse.

COMMUNISTES, nous défendons les intérêts de tous les ouvriers, pas les intérêts de la France. Le nationalisme et le racisme nous divisent. Ils sont pour les ouvriers des impasses. Contre l'impérialisme – et particulièrement l'impérialisme français –, nous sommes aux côtés des peuples dominés et soutenons leur droit à l'indépendance.

IL FAUT UNE ORGANISATION pour résister et combattre, mais il la faut aussi pour comprendre et apprendre dans la lutte. Nous en avons besoin pour faire des expériences passées un guide pour l'action. Nous avons besoin d'elle pour que la pratique et le savoir de chacun deviennent la richesse de tous par la confrontation et le débat. Nous avons besoin d'une telle organisation pour que la lutte pour le communisme soit portée, de façon réfléchie, par un nombre croissant de travailleurs.

*Voilà ce à quoi travaille  
Voie Prolétarienne.*

Partisan est le journal de Voie Prolétarienne, association suivant la loi de 1901 déposée en Préfecture de Bobigny. Direction de publication : G. Lecœur. Commission paritaire numéro 10507. Dépôt légal : 1<sup>er</sup> trimestre 2007. Imprimé par Rotographie, 2 rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil (01 48 70 42 22)

Voie Prolétarienne, BP n°48  
93802 Epinay/Seine cedex France

Notre adresse e-mail :  
[vp.partisan@caramail.com](mailto:vp.partisan@caramail.com)

ABONNEZ-VOUS !

TROIS MOIS À L'ESSAI : 3 €

UN AN SOIT 10 NUMÉROS  
SOUS PLI FERMÉ : 23 €  
SOUS PLI OUVERT : 15 €

UN AN SPÉCIAL DIFFUSION  
SOUS PLI FERMÉ : 11 €  
PAR ABONNEMENT SUPPLÉMENTAIRE  
SOUS PLI OUVERT : 6 €  
PAR ABONNEMENT SUPPLÉMENTAIRE

POUR NOS LECTEURS FRANCOPHONES  
À L'ÉTRANGER, TARIF D'ABONNEMENT POUR UN AN :  
30 \$ CDN (CANADA), 30 FS

CHÈQUES À L'ORDRE DE :  
VOIE PROLÉTARIENNE, BP N° 48  
93802 EPINAY-SUR-SEINE CEDEX  
CCP : N° 23 743 83 G PARIS

Partisan

L'ÉDITO DU SECRÉTARIAT DE L'OCML-VOIE PROLÉTARIENNE

## 2007 : Pas de vœux, mais notre engagement

Il est de tradition, au premier de l'An, de souhaiter aux amis et parents la réalisation des vœux que ceux-ci pourraient formuler pour l'année nouvelle. Le sens originel de la formule s'est un peu perdu. Souhaiter la réalisation de vœux, c'est attendre de la providence, d'un dieu, d'une force quelconque, qui nous est étrangère et supérieure, la réalisation de ce que nous espérons.

Nous n'attendons plus grand chose de la force divine, mais beaucoup d'entre nous, beaucoup de travailleurs, espèrent que se réaliseront en 2007 des conditions de vie meilleure, moins de précarité, moins de chômage, moins de guerre. Et ceux-là pensent, sans trop y croire, que les élections viendront peut-être apporter un peu du mieux qu'ils attendent. Ségolène Royal et le PS plutôt que Sarkozy ... et pourquoi pas l'inverse, car voici Sarkozy qui dans les Ardennes s'affiche défenseur de l'emploi, et anti-libéral. Les promesses, dit-on, n'engagent que ceux qui les reçoivent. Demain, celles-ci seront abandonnées, sous les contraintes du marché, de la compétitivité, arbitres et fétiches du capitalisme.

Grosse déception en ce début d'année pour ceux qui espéraient que le Non, vainqueur au référendum de mai 2005, déboucherait sur une candidature de gauche anti-libérale. Les vœux de ceux-ci ne se réaliseront pas. A qui la faute ?

Aux contradictions et au réformisme de ce courant certainement. Certes les enjeux de personne ont pu jouer, mais cela est secondaire. Dans cette campagne électorale, l'anti-libéralisme n'est plus un clivage, au moins dans les mots, puisque aussi bien Sarkozy que Royal ne craignent pas de renier leurs positions passées sur l'Europe et la mondialisation, pour s'afficher anti-libéraux et partisans d'une plus grande régulation du capitalisme. Ce sont ces déclarations tardives de Royal qui permettent au PCF de refuser de rompre avec le PS, et d'envisager comme possible avec celui-ci un gouvernement anti-libéral selon la plate-forme des comités. Au passage, il sauve son groupe parlementaire, mais pas son crédit politique.

L'anti-libéralisme n'est pas un anti-capitalisme qui n'ose dire son nom, c'est bien un refus de la lutte contre le capitalisme. Le refus de construire une alternative à celui-ci.

L'échec de cette tentative va certainement décourager ceux qui attendaient une alternative à gauche de la gauche sur laquelle reporter leur voix et ainsi exprimer leur désaveu des partis de la bourgeoisie de gauche comme de droite. Eux aussi croyaient au père Noël, même si celui-ci pouvait avoir les moustaches de Bové. Il y a au fond chez ces derniers, comme chez la majorité des travailleurs, une

tendance certaine à faire l'économie de l'engagement dans la construction d'une véritable alternative.

Les travailleurs exploités mènent souvent des luttes de résistance déterminées. Mais au niveau politique, conscients de leurs faiblesses, ils veulent des défenseurs. Si ce n'est plus le vieux parti communiste, ce sont toujours des hommes politiques en qui ils mettent des espoirs toujours plus ténus. D'illusions en désillusions, ils restent dans l'attente d'un changement politique qui se ferait avec leur appui électoral, mais sans leur engagement. « Aide-toi, le ciel t'aidera », dit pourtant le proverbe, et cela est juste. Rien ne se fera sans notre engagement.

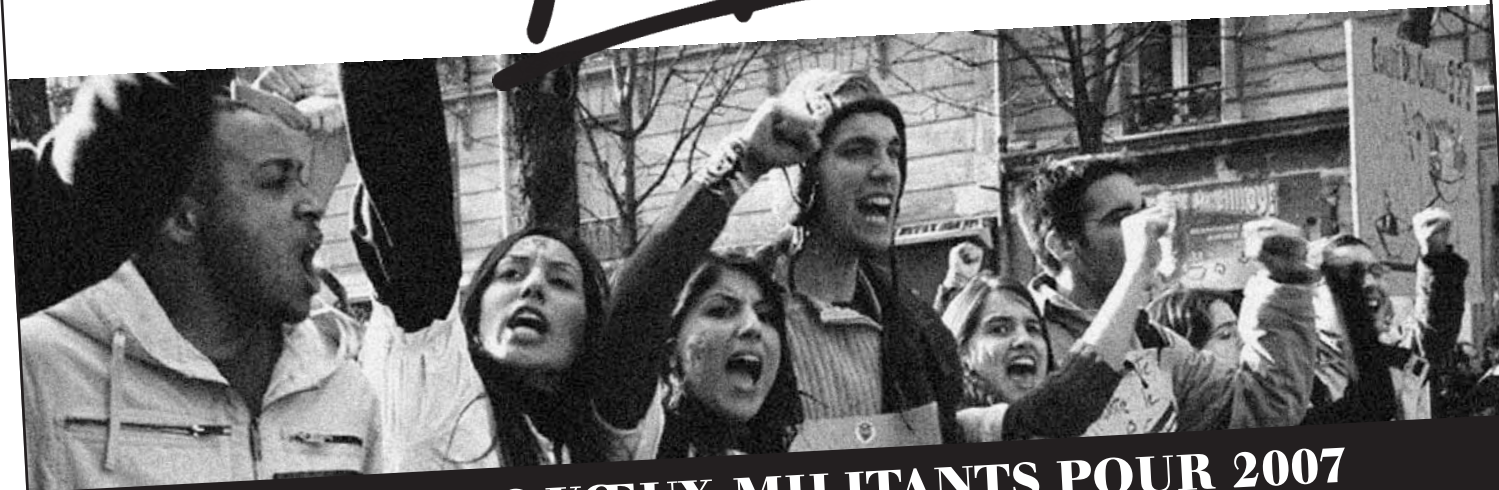
Les anti-libéraux refusent une alternative anti-capitaliste, et rejettent évidemment les moyens de celle-ci : un parti communiste, au prétexte des trahisons biens réelles du vieux parti communiste. Ils se satisfont des rassemblements flous, tant sur les objectifs que sur les moyens de ceux-ci. Rassemblements flous qui donnent l'illusion de la force, parce qu'ils agrègent temporairement les forces les plus diverses. L'expérience vient de démontrer que c'est la voie de l'impuissance.

Les échecs du socialisme pèsent lourd certainement dans le refus de certains de s'engager. Mais ce qui pèse aujourd'hui le plus lourd est la persistance dans l'impuissance des consensus vagues de l'anti-libéralisme, dans le réformisme relooké, dans l'illusion que l'on ne peut peser et construire que dans la médiatisation de leaders plus ou moins populaires.

Nous ne formulons pas de vœux. Nous affirmons qu'il ne faut pas attendre, mais entreprendre. S'engager, c'est-à-dire faire des choix dans sa vie personnelle, pour lutter pour une vie collective meilleure.

En tant qu'organisation communiste, c'est par notre activité et dans les luttes, que nous développerons la confiance des travailleurs, non seulement dans notre organisation, mais aussi en leur propre capacité d'initiative et de réflexion. En effet la seule force de changement, c'est l'organisation des travailleurs eux-mêmes, c'est leur organisation guidée par le savoir, par la clairvoyance acquise dans les expériences collectives, présentes et passées. C'est cela le parti que nous cherchons à construire. Et ce parti ne doit pas être idéalisé, comme le « défenseur des travailleurs » ; car dans la mesure où il regroupe les travailleurs les plus conscients, il est l'organisation collective de leur volonté, de leurs aspirations et de leurs luttes pour une société nouvelle : le socialisme.

Partisan



MEILLEURS VŒUX MILITANTS POUR 2007

Les articles signés, les correspondances, les brèves ne sont pas nécessairement l'expression de l'orientation de notre organisation. Sur certaines questions, notamment d'actualité, il peut même y avoir des points de vue divergents, mais le débat reste ouvert.

# Collectif anti-libéral ? L'occasion manquée

**QUE DIT LA CHARTE À PROPOS DU TRAVAIL ?**

«Sécuriser l'emploi, améliorer le niveau de vie, restaurer la protection sociale, mettre fin à la précarité»... «Les licenciements seront interdits pour les entreprises qui réalisent des profits. Nous proposons un nouveau statut du salariat assurant au salarié la continuité de son contrat de travail... Ce système fonctionnera sur le principe de la mobilité choisie par le salarié. Il sera assuré par un financement mutualisé à la charge des employeurs et géré sous contrôle des partenaires sociaux en intégrant les associations de chômeurs... Les procédures de licenciement et de délocalisation seront strictement réglementées et les droits d'intervention des salariés seront étendus...

Les élus du personnel disposeront d'un droit de veto suspensif sur les décisions de licenciement collectif et de délocalisation. Les solutions alternatives devront être examinées par la direction de l'entreprise ou du groupe qui seront tenues d'y répondre...

Nous nous opposerons à l'actuel projet de directive européenne sur le temps de travail et agirons immédiatement pour une réduction européenne du temps de travail... Nous mettrons en chantier une nouvelle loi... généralisation des 35h... sans perte de salaires ni aggravation de la flexibilité... l'annualisation sera remise en cause et les heures supplémentaires strictement limitées... obligation correspondante de création d'emploi.»

Si on ne peut que souscrire à la dénonciation de tous les aspects négatifs qui pèsent sur les conditions de vie et de travail, on ne pourra que constater le caractère vague des mesures :

**25 ans après 1981, les illusions perdues par rapport à la «gauche plurielle» dans les couches populaires provoquent une légitime recherche d'alternative. Mais, alternative à gauche ou alternative au capitalisme ? La charte anti-libérale proposée par «le collectif d'initiative national pour un rassemblement anti-libéral de gauche et des candidatures communes» se veut être une alternative. Elle veut se démarquer du PS et dénonce les difficultés réelles des «salariés» comme venant du caractère ultralibéral du capitalisme.**

**Pour les licenciements :** ils seraient toujours autorisés pour les entreprises qui ne déclarent pas de profit ; et la délocalisation aussi. En même temps les directions des entreprises ne seraient obligées que d'«examiner» et de «répondre à des solutions alternatives». Et si elles répondent comme dans la chanson : «Non, ça ne va pas être possible !» ? Est-ce que ça donnerait un moyen supplémentaire réel par rapport aux moyens d'aujourd'hui, avec l'établissement d'un rapport de forces, par grève, occupation. En quoi les droits des salariés seraient-ils étendus ? Laisser entendre que les salariés et les élus qui les représentent auraient des moyens supplémentaires sans mettre à bas le pouvoir des PDG et des actionnaires montre l'aspect limité de la critique anti-libérale des auteurs de la charte.

**Sont-ils vraiment anti-libéraux ?** Les directions d'entreprise conserveraient l'essentiel du pouvoir sur l'organisation du travail, elle-même déterminée par la recherche du profit. Rappelons que la recherche du profit (l'accumulation de capital) est la raison d'être du système capitaliste et non pas un accessoire ! Elle induit la recherche de gains de productivité essentiellement par compression du personnel, aug-

mentation des cadences, rallongement de la durée du travail, flexibilité accrue pour l'amortissement rapide du capital fixe, etc.

Face à cette logique, les auteurs de la charte visent, non pas à développer les capacités d'intervention de la masse des travailleurs jusqu'à l'élimination de la domination politique de la bourgeoisie, mais une concertation entre tous les «partenaires sociaux». Les capitalistes renonceraient à abuser de leur situation dominante et les représentants des «salariés» et des «chômeurs» les y aideraient.

Comment par exemple concilier l'interdiction de toute discrimination à l'embauche et le fait que le choix reste à l'employeur entre plusieurs salariés dans une période de chômage massif ?

Actuellement les «institutions représentatives des travailleurs» sont uniquement consultatives. Prétendre les renforcer sans qu'elles puissent décider réellement de la marche de l'entreprise contre les capitalistes n'a pas de sens ?

**LA CHARTE ET LA SANTÉ**

«L'hôpital public embauchera... 40 000 infirmiers et 9 000 médecins. Un pôle public du médicament sera constitué... propriétaire des brevets qu'il a financé... dans tous les

lieux de production privés ou publics, les salariés, les professionnels de santé, les associations de malades, les représentants de l'assurance maladie et les élus auront des pouvoirs accrus d'intervention et de participation aux décisions... L'OMS (Organisation mondiale de la santé) sera revalorisée et démocratisée... La santé sera placée hors AGCS (Accord général sur le commerce et les services) et OMC (Organisation mondiale du commerce)».

L'OMS comme l'OMC sont aux mains des mêmes puissances économiques. Dans ces conditions, qui pourrait démocratiser l'OMS et pas l'OMC ? A travers cet exemple, on voit bien que les auteurs de la Charte veulent faire coexister un secteur lucratif et un secteur soi-disant non lucratif, le secteur public organisé tel qu'il l'est aujourd'hui. Ils ne parlent ni de santé gratuite ni des 4,7 millions de pauvres à la CMU. Ils sont muets sur ce que seraient «des pouvoirs accrus d'intervention et de participation» sinon des lieux de discussion où on tenterait de concilier des intérêts contradictoires. Ils laissent penser qu'il y aurait des secteurs échappant à la logique du profit.

**LA CHARTE ET LE LOGEMENT**

Il est question de «réquisition des logements vides», «de construire 600 000 logements sociaux en 5 ans», de combattre «la spéculation foncière», de limiter «la charge locative totale à 20% du revenu». Comment faire tout cela si on ne rompt pas avec l'économie de marché ? Qui le ferait, sinon ceux qui y ont le plus intérêt ? Un ouvrier au SMIC trouverait-il aujourd'hui un logement pour 200 euros ?

La Charte évite de poser la question du pouvoir. Ses auteurs espèrent que la classe dominante, la bourgeoisie monopoliste, acceptera des réformes sans que le peuple soit mobilisé pour remettre en cause le pouvoir économique et le pouvoir d'Etat qu'elle détient. La charte ne dit rien sur l'organisation politique actuelle et future des classes exploitées.

Ses auteurs sont moins exigeants que le mouvement massif de résistance des travailleurs qui au printemps dernier chantait dans les manif du CPE : «*Tout est à nous, rien n'est à eux, tout ce qu'ils ont, ils l'ont volé, reprenons-le !*» Ils avouent d'ailleurs naïvement leur objectif : «*Si nous portons ensemble l'exigence de ce que nous voulons, une nouvelle donne est possible pour la France, le mouvement populaire est au premier rang et la gauche retrouve le sens de son combat.*» En définitive, la démarcation avec le PS est réduite à peu de chose.

Les travailleurs ne risquent pas de se mobiliser sur de telles illusions. De façon consciente ou intuitivement, ils se rendent compte qu'il y a des intérêts inconciliables et qu'il faut choisir son camp.

Militants VP

## BOVÉ EST PARTI... ET ANTI-PARTI

La dynamique électorale des Collectifs unitaires pour une gauche anti-libérale a du plomb dans l'aile. Le plus spectaculaire est le départ de José Bové. Il est parti, en donnant des explications... anti-parti !

Ces Collectifs sont la continuation de ceux qui ont milité pour le NON au référendum sur le Traité constitutionnel européen du 29 mai 2005. Or ce NON était déjà loin d'être très unitaire. VP-Partisan préférerait parler de la victoire des NON, au pluriel. Le plus évident, c'est qu'en parlant de 56%, on incluait dans la victoire les voix du FN. Il y a donc une diversité réelle, et la sensibilité de Bové en est une autre illustration. Il avait justifié sa candidature en disant : « Il est évident qu'un candidat unitaire à la présidentielle, voulant rassembler des courants politiques mais aussi syndicaux et associatifs, ne peut être le porte-parole de tel ou tel parti ». Etaient explicitement visés : le PCF et la LCR. Sauf que José Bové a été longtemps le porte-parole d'un syndicat bien précis, la Confédération paysanne. Pourquoi un petit syndicat paysan serait-il plus rassembleur qu'un petit parti ? Ne voit-on pas régulièrement des secrétaires de syndicats se faire le porte-parole d'inter-syndicales ? Pourquoi le secrétaire d'un parti ne pourrait-il pas jouer un rôle rassembleur identique ?

C'est ce que répète Marie-George Buffet. L'ancienne ministre. Pendant 5 ans. De Jospin. Et de Chirac. Est-ce que le vrai problème, en effet, n'est pas ailleurs ? Non pas dans la distinction entre syndicat et parti, mais dans la stratégie suivie par le parti, la distinction entre réformisme et lutte de classes ? Le problème, c'est le vote PS au deuxième tour, c'est le gouvernement de « gauche », c'est la gestion du capitalisme.

C'est ce que répétait, ou à peu près, Olivier Besancenot. Sauf que la LCR nous a servi, elle aussi, des couplets sur le « néo-libéralisme ». Elle aussi a appelé à voter Chirac le 5 mai 2002. Où est sa stratégie d'indépendance politique de la classe ouvrière, de rupture avec le capitalisme, et de refus de voter PS ?

Alors, quelles sont les perspectives ? D'abord et toujours, partir du principe que les élections (sous le capitalisme) ne sont pas notre terrain, qu'elles n'ont jamais servi à passer du capitalisme au socialisme. Ensuite, qu'elles sont une excellente occasion de faire de la politique communiste révolutionnaire, de dénoncer l'électoratisme, d'affirmer la nécessité de s'organiser pour un « vrai changement » - c'est ce qu'on fait en partie, mais en partie seulement, les Collectifs unitaires.

Marc Grépin

Une jeunesse de plus en plus en luute



Partisan sur le net

<http://vp-partisan.org>



# Une initiative positive

**Nous avons eu connaissance de l'initiative prise par des organisations se réclamant du marxisme-léninisme de créer un Comité National pour l'Unification du Mouvement Communiste en France (CNU). La déclaration issue de la première assemblée de ce comité nous est parvenue, bien que celle-ci ne nous ait pas été adressée. L'initiative nous paraissant positive, nous nous sommes adressés au CNU, dans un esprit d'unité, esprit que nous retrouvons dans la déclaration. A l'heure qu'il est le Comité national ne nous a pas encore répondu. Le comité directeur de l'OCML-VP**  
**Voici donc la déclaration du CNU et notre lettre.**

## CRÉATION DU CNU

Déclaration générale du Comité National pour l'Unification du Mouvement Communiste en France Adoptée à son assemblée constitutive

Réunies le 28 octobre 2006 à Paris, les organisations suivantes ont décidé la création d'un Comité National pour l'Unification du Mouvement Communiste en France: l'Association Karl Marx, le Cercle Communiste d'Alsace, le Collectif Militant Communiste, Communistes en Lutte, la Coordination Communiste du Nord/Pas-de-calais, les Jeunes Communistes Marxistes-Léninistes d'Albi ; l'Union des Révolutionnaires Communistes de France.

Cette décision est la réponse à plusieurs constats :

- 1) Le capitalisme prouve chaque jour son incapacité à satisfaire les besoins matériels, sociaux et culturels des travailleurs. Ses intérêts impérialistes conduisent à une politique de guerre, d'oppression et de pillage des ressources des pays qu'il domine.
- 2) Il n'existe pas aujourd'hui en France un Parti Communiste authentique porteur de la seule alternative réelle au capitalisme : la lutte de classe, la révolution et le socialisme. Cette absence laisse le champ libre à l'opportunisme, l'anarchosyndicalisme et le trotskisme.
- 3) Il existe pour des raisons historiques et politiques objectives et subjectives un certain nombre d'organisations qui se réclament des principes fondamentaux du marxisme-léninisme.

Cet éparpillement des forces communistes marxistes-léninistes est l'une des causes des difficultés de ce mouvement à constituer un pôle révolutionnaire visible et crédible pour la classe ouvrière et les autres couches de notre peuple qui ont besoin, pour trouver une perspective à leurs luttes, d'une alternative révolutionnaire anticapitaliste démarquée de toutes les variantes du réformisme social-démocrate.

L'expérience de la campagne pour la victoire du NON au référendum pour le TCE, et en particulier le succès mobilisateur du meeting du 5 mai 2005 à Paris à l'initiative du CMC, de la CC 59/62, du PCOF, du PRCF et de l'URCF a montré que l'unité d'action nécessitée par la lutte politique commune pouvait être réalisée en dépit des divergences existant par ailleurs. La solution des divergences est entravée par l'inexistence d'un cadre permettant de les examiner, d'en évaluer les aspects idéologiques et politiques, et, en conséquence, d'avancer dans la voie de leur traitement théorique et pratique. Le CNU s'est donc constitué comme une réponse à ces constats.

Sans remettre en cause l'indépendance des organisations qui le composent, mais en se donnant les moyens de surmonter leur dispersion actuelle, le Comité National Unitaire se donne les fonctions suivantes :

- 1) Organiser les initiatives politiques correspondant aux combats politiques actuels, nationaux ou internationaux, sur lesquelles les organisations qui adhèrent au CNU peuvent se mettre d'accord.
- 2) Organiser sur la base du matérialisme historique, c'est-à-dire de l'application de la théorie scientifique marxiste-léniniste appliquée à l'analyse concrète de la situation concrète, l'examen des convergences et des divergences politiques et idéologiques qui existent.

En progressant vers ces objectifs, pas à pas, sans volontarisme, mais avec détermination, le CNU veut contribuer à la réalisation des conditions objectives et subjectives nécessaires à l'existence en France d'un seul Parti Communiste Révolutionnaire Marxiste-Léniniste.

En fonction de cet objectif, le CNU travaillera en direction des organisations communistes qui ne l'ont pas encore rejoint pour rechercher avec elles l'unité d'action, et pour faire en sorte que toutes les organisations communistes marxistes-léninistes de ce pays avancent dans la voie progressive de leur unification. Il appelle toutes les organisations communistes marxistes-léninistes à rejoindre ses objectifs et à participer à ses activités.

Le Comité National pour l'Unification du Mouvement Communiste en France.  
Le 28 octobre 2006

Contact : ML.CNU@laposte.net

## LETTRE DE VOIE PROLETARIENNE AU COMITE NATIONAL POUR L'UNIFICATION DU MOUVEMENT COMMUNISTE EN FRANCE

Au CNU, Le 20 novembre 2006  
Camarades,

Nous avons eu connaissance de la déclaration générale issue de votre assemblée constitutive du 28 octobre. Nous partageons le constat que vous faites de la situation politique actuelle, de la dispersion des forces qui se réclament du marxisme-léninisme, comme l'une des causes des difficultés du mouvement de créer un pôle révolutionnaire crédible pour la classe ouvrière.

Nous constatons comme vous qu'il n'existe pas de confrontations politiques et idéologiques au sein de ce courant, permettant d'évaluer la portée et les conséquences des divergences idéologiques et politiques existantes. Nous constatons que, dans ce débat, est aujourd'hui plus le fait de démarcations superficielles et de réflexes souvent sectaires, que la confrontation appuyée sur une réelle volonté d'approfondissement théorique. Il est donc positif d'affirmer, comme vous le faites, l'importance de l'application de la théorie scientifique marxiste-léniniste à l'analyse concrète, et à l'examen des divergences politiques et idéologiques qui existent.

Toutefois, la lutte idéologique et théorique existe même dans l'appréciation des acquis marxiste-léninistes au regard de l'expérience historiques et des développements théoriques que cette expérience a pu nourrir. Vous n'êtes donc pas sans savoir nos positions et l'importance que nous attachons aux apports de la Révolution Culturelle Chinoise. Mais la confrontation sur son évaluation serait aussi nécessaire, sans a priori.

Ce que nous retenons de votre projet s'articule autour d'une unité d'actions dans les combats politiques actuels, et d'une confrontation théorique et politique en vue de progresser dans l'unité. Cela dans un cadre qui respecte l'indépendance des organisations qui composent le CNU. L'unité d'action est un pas positif ; mais limitée puisque qu'elle suppose de réunir une communauté de vue et de perspective sur un objectif particulier, immédiat, face à la bourgeoisie.

Le deuxième objectif est plus ambitieux qui suppose d'avancer en toute clarté, avec détermination, sans contourner les contradictions. L'unité est une lutte et pas l'addition de bonnes volontés. Pour ce qui nous concerne, le processus d'unification devrait se constituer sur les bases politiques suivantes :

- La théorie de Marx, comme analyse générale du capitalisme et de son mouvement historique, et comme boussole pour examiner l'expérience historique du mouvement ouvrier.
  - La prise du pouvoir politique comme destruction de l'État bourgeois, et condition nécessaire, mais non suffisante de la transformation des rapports sociaux dans la perspective du communisme.
  - La transition sous la dictature du prolétariat, comme une période de lutte de classe, dont les objectifs sont la liquidation (progressive) de la division du travail et l'extinction de l'État.
  - La lutte sans concession contre notre propre impérialisme, et le refus de tout appui tactique à celui-ci dans sa confrontation avec des impérialismes plus puissants.
  - La lutte contre tout renforcement politique et économique de l'État bourgeois, et le rejet de la revendication de nationalisation comme une mesure anticapitaliste, des appels au protectionnisme comme réformistes.
- Le soutien aux luttes des peuples dominés ou agressés par l'impérialisme, en distinguant l'affirmation de la légitimité de la résistance y compris armée, du soutien positif aux seules organisations progressistes.
- La pratique de l'internationalisme, en considérant que, si le cadre de la lutte immédiate de la classe ouvrière est national, celle-ci est dans son fond internationale.

Les attendus politiques que nous affirmons ci-dessus ne sont pas un préalable à tout échange et débat ; mais ils traduisent l'orientation que nous portons et que nous entendons faire valoir de façon positive et non sectaire, en les soumettant à la confrontation.

N'ayant pas participé à votre assemblée constitutive, nous ne connaissons pas les conditions et les modalités concrètes que vous envisagez pour organiser cette unité d'action et ces confrontations. Nous espérons que vous pourrez nous en donner le contenu, par courrier ou lors d'une rencontre, pour que notre organisation puisse confirmer notre participation à ce processus nous souhaitons dans un esprit d'unité.

Salutations communistes,  
Le comité directeur de l'OCML-VP

# Interview de la présidente et d'un militant de l'Association Générale des Etudiants de Nanterre (AGEN)

**P**artisan : dans notre numéro de décembre, nous avons parlé de la tentative d'exclusion de Naïma, où en est-on aujourd'hui ?

La réunion de la section disciplinaire de décembre a été reportée en janvier. C'est grâce aux protestations et au rassemblement de soutien qu'il y a eu ce jour-là. Dans son fond le procès de Naïma, c'est un procès contre l'AGEN. Ce n'est pas par hasard qu'elle soit touchée, elle a participé activement aux luttes sur le logement, contre les expulsions qu'il y a eu et qui continue à y avoir sur la Cité Universitaire de Nanterre. Elle a également été très active dans le mouvement contre le CPE. En plus, Naïma fait partie des porte-parole de notre organisation.

La direction de l'université et le CROUS (organisme qui gère les cités universitaires et le système des bourses, le conseil régional des œuvres universitaires et scolaires) ont collaboré pour tenter d'expulser Naïma en montant un dossier bidon et fallacieux.

Rappelons le contexte sur la cité U de Nanterre : le CROUS poursuit les étudiants, les traîne devant les tribunaux, notamment les plus pauvres, dès que deux loyers ne sont pas payés. C'est une régression... Mais la presse n'en parle absolument pas.

Le nombre de logements en cité universitaire, par rapport au nombre d'étudiants, est sans doute deux à trois fois moins important qu'il y a vingt ou trente ans. A Nanterre en ce moment, ils «réhabilitent» et suppriment 250 chambres... C'est soutenu par l'UNEF, d'ailleurs il travaille main dans la main avec le CROUS.

**Comment réagit la direction universitaire face à vos légitimes protestations ?**

Depuis plusieurs années, lorsqu'il y a une mobilisation, nous avons les vigiles qui utilisent le gaz lacrymogène et font preuve de violence à l'encontre des étudiants protestataires. Lors du rassemblement pour Naïma, nous avons affirmé que nous ne tolérerons aucune brutalité de leur part. Il faut voir que nous avons ici un CLS, un Contrat local de Sécurité signé par la préfecture, par la mairie et la fac pour faire que Nanterre ne soit pas un lieu de remise en cause de l'autorité. Les lieux de rassemblement, de contestation sont les universités, les lycées et les quartiers populaires. On veut tuer dans l'œuf toute



contestation. C'est pour cela qu'il y a un fort quadrillage policier dans les quartiers et que le sécuritaire se renforce dans les universités.

À Nanterre, l'AGEN a participé à la création d'un collectif anti-sécuritaire, qui se bat contre l'exclusion de Naïma, pour l'annulation du CLS, pour le retrait des flics et des vigiles, pour la fin de la vidéo surveillance sur la fac,...

Tout l'arsenal sécuritaire est en lien avec nos luttes pour le logement, pour l'égalité des droits, contre le CPE,... La démocratie est reniée progressivement, nos droits collectifs sont limités de plus en plus, les acquis réduits. C'est ce que nous appelons un processus de fascisation.

On a une situation où les accusateurs (la direction et le CROUS) sont juges et parties puisque ce sont eux qui poursuivent Naïma et c'est au président de l'université que revient le pouvoir de saisir ou non la section disciplinaire. Sans son accord cette dernière ne peut juger aucune affaire. L'université c'est un peu une féodalité à l'intérieur de la société. Le président peu prendre des mesures de son seul pouvoir, par exemple inscrire ou non des étudiants sans papiers, faire venir ou non la police et finalement le pouvoir de juger ou non. En fait, pour Naïma, la direction et le CROUS ont monté un coup car leur but est clair : ils veulent faire interdire l'AGEN, en 2003 et 2004. Ils l'ont dit clairement.

**L'AGEN, c'est quoi, c'est une «terreur» à l'université ? Une bête noire ?**

Aujourd'hui, le mot terreur est souvent utilisé pour diaboliser ceux qui luttent. À l'université comme dans le reste de la société, on est montré du doigt, criminalisé dès lors qu'on s'oppose à l'ordre établi. L'AGEN en tant que syndicat étudiant est une organisation combative. Elle défend les droits des étudiants, c'est vrai qu'on est différent des autres syndicats sur l'université. Notre spécificité vient principalement de notre vision de l'université et plus largement de la société. Les questions dont on traite sont diverses : la question de la fascisation, de l'apartheid universitaire, de la restriction des libertés démocratiques (...).

Pour nous, l'université n'est pas coupée de la société. On y retrouve les mêmes

composantes sociales, les mêmes contradictions... Quant à l'université, elle n'est pas un lieu homogène, une partie des étudiants n'est pas traitée de la même façon que d'autres ; il y a un apartheid universitaire contre les étudiants étrangers qui sont systématiquement refoulés à l'entrée et contre les jeunes issus des quartiers populaires qui, même s'ils parviennent à s'inscrire, sont peu nombreux à pouvoir poursuivre le cycle universitaire. L'AGEN a mené des luttes pour obtenir l'inscription d'étudiants sans fac. Nous avons obtenu des victoires. Par ailleurs, nous faisons la jonction entre ce qui se passe à l'université et l'extérieur. Nous faisons la liaison avec la question des sans-papiers, des sans et mal-logés, nous avons les mêmes problèmes bien que l'échelle soit différente. On a organisé récemment un meeting avec comme mot d'ordre «Fédérons les résistances de la jeunesse !». Pour nous la jonction est essentielle.

D'autre part, l'AGEN est une association anti-impérialiste qui prend position, organise des activités, des conférences. On passe des films, on fait des tables de presse, on informe les étudiants sur ce qui se passe. Par exemple, sur la question palestinienne et l'occupation sioniste.

Dans la lutte contre l'impérialisme le combat contre l'impérialisme français est prioritaire. Dans l'histoire du mouvement étudiant, il y a une page importante, c'est son opposition à la guerre d'Algérie et sa solidarité avec un peuple qui demandait sa liberté. L'AGEN est née au début des années 90, elle est née en fait d'une prise de position sur la guerre du Golfe, d'une lutte des étudiants étrangers et de l'arrivée des enfants des milieux populaires à l'Université. Et cela fait la différence avec les autres organisations estudiantines. Mais on n'est pas sectaire, on fait des choses avec SUD-étudiant, la FSE, et d'autres ; on est pour l'unité de lutte, comme par exemple contre le CPE. Mais c'est vrai qu'ils ne parlent pas de la source des problèmes des étudiants. Ils ne parlent que des questions économiques : pas assez de moyens... Mais c'est dû à quoi ? A quel type de politique ? Quelle université ? Et finalement, quel type de société ? Quand on pose ces questions là, on pose la question du capitalisme.

**L'université a-t-elle fortement changé depuis quelques dizaines d'années ?**

Il est important de bien saisir cette question. On pense que la gauche et l'extrême gauche institutionnelles sont passées totalement à côté d'un élément important qu'est la massification de l'enseignement. L'université aujourd'hui n'accueille plus les mêmes personnes qu'il y a 30 ans : une proportion plus importante des enfants des milieux populaires arrive aujourd'hui à l'université, ce qui est une nouveauté. La sélection ne se fait plus au bac, mais à bac +2 pour une partie importante d'entre eux. Donc l'université est devenue un outil de sélection, beaucoup (70%, je crois) sortent sans diplôme.

Ensuite, ces étudiants sont en grande partie salariés. La réponse à cette situation est soit corporatiste, comme celle de l'UNEF, qui est une organisation de cogestion, qui collabore avec l'institution et dit : «il faut donner les moyens pour les étudiants», sans poser la question de la société, de son économie et de ce qu'il faut pour défendre leurs droits en lien avec la lutte des travailleurs. Il faut voir qu'un étudiant, c'est un travailleur en formation, qui aura ensuite à se défendre sur le marché du travail.

La création de l'AGEN est venue d'un groupe de militants révolutionnaires qui l'ont lancée pour dire qu'il est possible de développer un syndicalisme qui porte des idées de lutte de classe dans l'université. On est donc contre toute forme de corporatisme. L'étudiant n'a pas le même statut selon qu'on est fils de grands bourgeois ou fils d'ouvrier spécialisé. Nous sommes dans une société de classe, on ne peut y échapper. Et il faut prendre position sur cette société et son avenir.

Notre projet, c'est de construire un mouvement radical étudiant ou du moins d'y participer. Et au-delà de participer à un mouvement révolutionnaire de la jeunesse à partir de ce qu'elle est.

Nous savons aussi qu'il est nécessaire de construire aussi en France une vraie alternative, la construction d'un pôle révolutionnaire qui n'existe pas aujourd'hui.

## PATRONAT : RENFORCER LA SÉLECTION DES JEUNES

L'Assemblée des Chambres Françaises de Commerce et d'Industrie (ACFCI) a plaidé pour une sélection renforcée à l'entrée de l'université : *«Aujourd'hui, tout le monde voit bien que le baccalauréat est un barrage insuffisant, c'est la sélection par l'échec»*, a affirmé Jean-François Bernardin, président de l'ACFCI, présentant à la presse un Livre blanc sur l'insertion professionnelle. Il préconise d'autoriser les universités à gérer leurs flux d'étudiants et à développer «une autre approche des frais de scolarité», autrement dit à renforcer la sélection à l'entrée des facultés et à augmenter leurs tarifs. Toutefois ne pensez pas que l'ACFCI *«veut que seuls les riches puissent accéder à l'université mais celui qui n'a rien, il faut qu'il fasse un chèque et qu'on le rembourse, c'est aussi une façon de se responsabiliser»*, déclare M. Bernardin. Mais comment l'étudiant fera-t-il son chèque ? En empruntant chez un adhérent des Chambres de commerce et de l'industrie, dans une banque par exemple ? Et comment remboursera-t-il ? En trouvant un autre adhérent qui voudra bien exploiter sa force de travail professionnalisée ? Beaucoup ne le pourront pas, les banques ne prêtent pas à perte. Résultat : la sélection sociale n'en sera que plus renforcée !

Aussi M. Bernardin veut plus de soumission au «monde de l'entreprise» : *«Il faudrait probablement professionnaliser la dernière année de tous les diplômes universitaires»*. Et que soient recensés et diffusés les taux d'insertion professionnelle pour chaque diplôme, à 6 mois et à 3 ans après la sortie des études. Il faudrait bien voir à «rentabiliser» au plus vite et au plus court chaque diplômé !

## SÉGO NOUS PREND POUR DES GOGOS

**Je participe, tu participes, elle profite !**

Nous savions déjà que les «médias», tenus par le capital financier, avaient fabriqué de toutes pièces la candidate Ségolène Royal. Sa campagne électorale sera faite de «débats participatifs» (le mot est très à la mode). Une trouvaille qui la fait passer pour quelqu'un qui écoute enfin le bon peuple. Elle a fait le premier près de Strasbourg en décembre dernier. Qu'en ressort-il ?

Rien, ou si peu. Tout d'abord une répétition. Un débat est forcément «participatif». On débat avec quelqu'un nécessairement. Mais il est vrai que les politiciens combinards prôneront toujours tout seul. Dans leur show télévisuel, ils élaborent les questions (des journalistes) et leurs réponses bien avant. Rien de spontané ! Fallait faire différemment.

Ensuite c'est une tromperie. Sur plus d'une heure de «débat», la candidate s'est contentée de parler 5 minutes. Les participants ont parlé de tout et de rien, alors que le sujet du jour était l'emploi. Ce fût une séance exutoire collective et désordonnée où l'organisatrice fait semblant d'écouter complaisamment. Ça mange pas de pain et ça peut profiter gros : Un fauteuil présidentiel. Et Royal se dispensait ainsi de développer son programme. La dictature ce n'est pas nécessairement le grossier «ferme ta gueule», c'est aussi dans notre démocratique société, la dictature du «cause toujours» ou plus à la mode la dictature du «participatif». **SM**

# NICOLAS HULOT ÉCOLO ?

## ou « Dis-moi qui tu fréquentes, je te dirai qui tu es »

Pour ses quatre émissions annuelles, l'homme de télé est rémunéré la modique somme de 30 000 euros par mois. Il faut ajouter à cela les droits d'auteur qu'il touche pour ses ouvrages et un pourcentage sur les ventes des livres et des DVD Ushuaïa.

Mais Ushuaïa, c'est aussi un label «100% rentable» : «TF1 a cédé en quinze ans la licence d'exploitation à plus d'une quinzaine de sociétés (L'Oréal pour les cosmétiques, Atol pour la lunetterie, Rhonetex pour les vêtements, Lexibook pour l'électronique grand public, Quo Vadis pour la papeterie...) et cautionné ainsi la commercialisation d'une soixantaine de produits dérivés en France. En jouant, même si la chaîne s'en défend, sur l'identification Ushuaïa-Nicolas Hulot pour les consommateurs. TF1 estime à... 100 millions d'euros le chiffre d'affaires annuel généré par tous les produits griffés Ushuaïa.» (l'Expansion du 25/5/2005)

**Une affaire qui rapporte gros.** Parmi ses produits dérivés, citons un encens – déclaré cancérigène par UFC-Que Choisir, les gels douches en plastique, et le magazine appelé... Ushuaïa. Dans ce magazine, on trouve de belles images de nature, et des reportages poignants sur les bonobos. Entre les deux, des publicités... pour les produits dérivés Nicolas Hulot : lunettes, gels douches, DVD... Dans le premier numéro du magazine, sur les 10 premières pages, 7 sont des publicités. Les pages 2 et 3 sont une pub pour un véhicule haut de gamme Renault (Espace). Sur la dernière page – la plus lue après la couverture – figure une annonce pour un 4 x 4 Volvo vendu environ 50 000 euros : «Volvo XC90, la nature est si belle que pour la découvrir, il fallait un 4 x 4 aussi beau et respectueux.»

Parmi les produits dérivés de la marque de TF1, il existe un autre 4 x 4, le «Ushuaïa» Nicolas Hulot, un Peugeot-Partner. Que les transports soient responsables de la plus grande partie des émissions de gaz à effet de serre importe peu ! Cette voiture est écologique puisque, «l'air conditionné n'est proposé qu'en option, même sur le modèle Ushuaïa Grand Raid qui coiffe la gamme.»

### Une Fondation avec de gros soutiens...

Mais Nicolas Hulot ne se veut pas un simple animateur de télévision. Il veut «mettre sa notoriété au service d'une cause d'intérêt général». En 1990, il crée la Fondation Ushuaïa qui va prendre son propre nom cinq ans plus tard (La Fondation Nicolas Hulot – FNH). Pour créer cette structure, forte de plusieurs dizaines de salariés, il faut de l'argent. Les premiers donateurs sont TF1, L'Oréal et EDF. Mais d'autres entreprises vont s'associer à Nicolas Hulot et faire un don : les autoroutes du Sud de la France, Bouygues-Telecom, Valorplast, Apple, Énergie Système, ETT, Eurotherm, Giordano Industries, Lafargue, Saint-Gobain Isover, Siplast Icopal, Tetra Pak France, UGAP, Weber et Broutin, etc, etc... Que les entreprises les plus polluantes – celle qui construit les autoroutes où rouleront toujours

**Nicolas Hulot, le sympathique animateur de TF1, créateur de l'émission passionnante Ushuaïa est largement connu du grand public. Le lancement du «Pacte écologique» de Nicolas Hulot a bénéficié d'un accueil élogieux dans les médias. Invité sur France-Inter, à la télévision, en Une du Figaro, du Monde, du Parisien,... ne cessant de donner conférences et interviews, l'animateur est présenté partout comme un grand défenseur de la cause écologique. Mais pourquoi tant de louanges ? Son «Pacte» amènerait-il de nouvelles solutions aux catastrophes écologiques en cours ? D'où tient-il son pouvoir ? Qui le soutient ? «Dis-moi qui tu fréquentes, je te dirais qui tu es», cet adage populaire pourrait bien se trouver confirmé.**



Attention au Hulot-OGM !

plus de voitures, celle qui transforme le pétrole en plastique jetable, celle qui génère des déchets nucléaires pour des millions d'années, celle qui bétonne la nature... – puissent être des donateurs d'une telle fondation... n'est en fait pas très étonnant.

**Le pacte écologique et les « vœux » du candidat.** La Fondation Nicolas Hulot (FNH) a un projet : l'«éducation à l'environnement». Ses missions sont sobres et peu ambitieuses : «prendre conscience et faire prendre conscience qu'il faut donner du sens au progrès, que le progrès est synonyme de générosité et de solidarité», «que les actes ont des conséquences qu'il faut évaluer avant leur mise en œuvre, qu'il faut penser ses actes.»

Le «pacte écologique» proposé aux candidats à la présidentielle serait un programme écologique ambitieux. Dans son adresse aux candidats à la Présidentielle, Hulot déclare : «L'humanité est aujourd'hui menacée par une crise écologique et énergétique sans précédent qui amplifie et accélère toutes les tensions entre les hommes sur la planète. Comment l'éviter ? Nous n'avons pas d'autre alternative que d'engager une profonde mutation économique, sociale et culturelle de nos sociétés, qui s'appuie sur une mobilisation collective. Je propose qu'elle s'organise autour d'un 'Pacte écologique'. Un nouveau contrat pour une nouvelle donne.» Et en «homme de communication», Nicolas Hulot lance «10 objectifs» et «5 propositions». A leur lecture, on est

quelque peu surpris : l'analyse a déjà été faite depuis longtemps, les objectifs sont très généraux et les propositions très imprécises, voire totalement creuses.

Concernant l'agriculture, par exemple, il s'agit de «concilier la production agricole avec le respect de l'environnement». De quelles agriculture s'agit ? De l'agro-industrie dominante ?

Sur la santé, il faut engager une «politique de prévention» envers les pesticides et les OGM, on ne parle ni de «réduire», ni «d'interdire». N'apparaît très timidement que l'idée, pourtant très à la mode, de «taxes» sur les carbones. Les deux dernières propositions quittent le terrain de l'écologie pour plaider en faveur de la «démocratie participative» et de l'«éducation à l'environnement». Un peu court comme programme politique ! Rien sur le mode de production capitaliste ; rien sur la domination des trusts sur les Etats et sur leur politique. Surtout ni contestation, ni remise en cause, rien que de l'adaptation à l'ordre capitaliste. L'une des missions de sa Fondation sera de : «Prendre conscience et faire prendre conscience que les engagements écologiques, sociaux et économiques doivent être conjoints. Qu'ils représentent un investissement positif sur le long terme.»

La logique du profit, celle de ses sponsors, l'amène à la plus grande modération sur le nucléaire. «Il ne faut pas fermer la porte à une éventuelle quatrième génération de centrales», a-t-il déclaré dans Le Monde du 7 novembre 2006. Rappelons

que les logo d'EDF, de L'Oréal sont sur la première page du site de la FNH. Les grands capitaines de l'industrie et de la finance seraient censés régler les problèmes de la pollution, du dérèglement climatique qu'ils ont engendré. On croit rêver !

### Le tout enveloppé dans de hautes valeurs morales !

Le Figaro du 8 novembre 2006 note que «le philosophe Pierre-André Taguieff (...) applaudit lui aussi la démarche «dépolitisée» de Hulot : «Il ne répond pas seulement à un mouvement d'opinion, mais à un phénomène moral. La prise de conscience écologique, c'est aussi un retour du sacré, et la fin d'un appauvrissement spirituel»». Tout est dit : l'écologie reste dans une dimension morale, donc hors de la sphère d'action politique. Le tout est non d'agir, mais de suivre la voie Hulot : «prendre conscience et faire prendre conscience»... Les capitalistes en rigolent encore. Tout cela fait un bon produit médiatique, pas dérangeant et qui laisse la politique aux politiciens tout en faisant la morale au «bon peuple» ! Un produit qui peut bien se vendre et même emporter l'enthousiasme des naïfs et des enfants de l'école primaire.

Dans la société marchande d'aujourd'hui, où tout est ou devient marchandise et objet d'échange, la morale et la charité deviennent premières valeurs. La charité est une sorte de «caution morale» qui permet de légitimer l'ensemble d'un système qui broie

les individus. C'est exactement le rôle que joue Nicolas Hulot pour le système industriel. Partenaire des trusts transnationaux les plus polluants (Edouard Leclerc, Bouygues, Lafargue...), il est la plus efficace façon d'éviter toute remise en cause du mode de production capitaliste. Liliane Bettencourt, troisième fortune de France, héritière de L'Oréal, prend son bâton de «dame patronnesse» et donne la pièce.

**De bons appuis politiques.** Ami de toujours de Chirac, Nicolas Hulot, en pincerait pour l'autre Nicolas, le Sinistre Sarkozy. On connaît ses venues fréquentes à l'Elysée, mais on connaît moins bien ses amitiés pour celui qui vient de déclarer : «La (...) révolution que je vous propose, c'est de faire du développement durable le critère de toutes nos politiques publiques. (...) En investissant dans le nucléaire qui ne produit pas de gaz à effet de serre.» (Sarkozy, à l'Université d'été des Jeunes de l'UMP, le 3 septembre).

Le même disait, dès le 21 novembre, dans son courrier «adhérer aux cinq propositions du pacte écologique» (depuis, bien d'autres l'ont signé, Ségolène Royal n'a pas été la dernière !). Offrant même à Hulot un super ministère du développement durable. Les idées d'Hulot ont déjà été intégrées dans le programme de l'UMP. «En fait, depuis un an, les équipes de Sarkozy travaillent en étroite collaboration avec Nicolas Hulot», nous apprend Le Parisien du 22 novembre. Le même journal dira qu'«en parallèle de ce dialogue avec la droite, N. Hulot passe également du temps au téléphone avec Royal ou Hollande.» On s'arrache Hulot, il est à la mode et il n'hésite pas à manger à tous les râteliers !

**Résumons :** La FNH est une entreprise qui marche, un «bon crâneau» économique, politique et idéologique.

Ça rapporte et gros. Ça moralise le bon peuple : nous serions tous coupables. Ça donne «bonne conscience» aux grands maîtres de la pollution. Ça ne sert pas la cause écologique, au contraire, ça cache les vraies causes. Ça contribue à faire passer l'idée que capitalisme, profit, etc, sont conciliables avec un environnement préservé. Ça masque les véritables rapports sociaux, fondés sur l'exploitation et l'oppression de classe.

Cependant, l'ampleur des débats qu'engendrent écologie, environnement ou effet de serre devient d'une importance croissante dont il faut tenir compte. Dans la continuité du référendum de 2005, des «émeutes de banlieues» et des grandes manif anti-CPE, les débats pré-électoraux portent de plus en plus sur l'alternative (ou les alternatives) à une situation économique et sociale de plus en plus mal vécue et non sur les sujets, annexes, d'insécurité, d'immigration, etc. Ne pas le voir serait ne rien comprendre à la vague montante de mécontentement populaire et aux aspirations à de vrais changements qu'elles portent. Les communistes révolutionnaires doivent montrer la voie qui y mène.

G. Leclerc

**Depuis 1997, les OGM (Organismes génétiquement modifiés) font débat. Mais pas seulement débat, lutte aussi. On pourrait presque dire luttés, au pluriel : luttés contre de la part de la Confédération paysanne et d'autres militants écologistes, lutte pour de la part des multinationales qui dominent le secteur (Monsanto, Novartis) et font pression (financière, juridique, lobbying politique, répressive) contre tous ceux qui tentent de s'opposer à leur mainmise sur la recherche et le commerce de ces semences. Et alors, nous, qu'est-ce qu'on en pense ?**

# Les liaisons dangereuses

## CAPITALISME & OGM (1)

Les modifications génétiques, cela fait belle lurette que l'humanité s'en est emparée : la sélection des plantes et des animaux a plusieurs siècles d'histoire. Quand un éleveur garde les génisses de ses meilleures vaches laitières, ou choisit les plants qui lui donneront les semences pour la saison suivante, c'est bien de sélection génétique qu'il s'agit. Bien sûr, aujourd'hui, elle s'est raffinée : hybrides, taureaux et chevaux étalons à la généalogie étudiée, il y a toute une pratique scientifique de sélection génétique. Alors, quel est le problème avec les OGM ?

### LES OGM, C'EST QUOI ?

Le problème, c'est que c'est différent de tout ce qu'on a pu faire avant. Juste un petit détour pour préciser les termes : une espèce, biologiquement, est une population à caractères déterminés capable de se reproduire entre individus. Le cheval et l'âne sont des espèces différentes. Comme ils sont proches, ils peuvent arriver à se croiser, donnant lieu à un mulet ou un bardeau, en général stériles. On n'a pas créé une nouvelle espèce, simplement (pas toujours !) effectué un croisement. Dans une espèce donnée, tous les individus ne se ressemblent pas ; il existe des populations différentes d'individus. Chez les espèces cultivées ou domestiquées, il s'agit des variétés de plantes, des races animales, des souches de micro-organismes (rappel au passage : chez les Hommes, les écarts génétiques entre individus sont faibles, ils n'existent même

pas de races différentes).

L'évolution génétique créée par l'homme a consisté jusqu'à présent à isoler des variétés pour profiter de leurs particularités ou au contraire à les combiner pour profiter d'avantages mutuels.

Avec les OGM, tout cela est différent : on ajoute aux gènes d'une espèce des gènes complètement étrangers (venant de micro-organismes) pour ajouter des propriétés (résistance à la sécheresse, à des parasites, à des produits chimiques) nouvelles à une espèce donnée. On a donc affaire à une nouveauté génétique, quelque chose qui n'existait pas avant. En gros, une nouvelle espèce. Ce qu'on appelait avant une chimère, mais là, c'est du sérieux ! Les firmes américaines ont fait passer l'idée que les OGM ne sont «pas substantiellement différents» des plantes classiques. Il veulent nous faire croire (et «nos» gouvernements les croient) qu'un fraiser qui contient le gène d'un poisson pour résister au gel, le gène d'une bactérie pour la résistance aux antibiotiques, le gène d'un virus pour servir d'interrupteur aux précédents est «identique substantiellement» au fraiser normal qui n'a échangé des gènes qu'avec d'autres fraisiers. Faut vraiment être prêts à toutes les contorsions idéologiques pour avaler de telles couleuvres !

### QUEL DANGER ?

Pourquoi se priver d'une telle innovation ? Pouvoir adapter les plantes aux difficultés de culture et même obtenir des produits nouveaux meilleurs, cela paraît super ! Et sûrement, ça peut l'être. Dans

l'abstrait ! Parce que dans le concret, on se heurte à des os sérieux :

> **PAS DE TESTS POUSSÉS.** On ne sait pas ce que ça va donner dans la nature, ces nouvelles chimères mises en culture. On ne sait pas comment ça va se répandre, se disséminer, remplacer ou pas les anciennes plantes, s'introduire par croisement dans de nouvelles variétés. On ne sait pas les effets sur l'homme et le vivant en général de l'introduction d'espèces inconnues jusqu'alors. On peut penser à l'exemple des prions, à la maladie de la vache folle. La vache est un herbivore et là, pour des raisons d'économies sur les protéines alimentaires, on lui a donné à manger des éléments de viande ! Par des mécanismes complexes, la vache a développé une nouvelle maladie, qui pouvait la tuer et se transmettre à l'homme. Une paille !! Là, ça pourrait être pareil, on ne sait pas ! (et ne pas faire tant qu'on ne sait pas, c'est ce que certains appellent le principe de précaution C'est aussi accorder son importance à l'enquête : ne parler et ne faire que si on a des raisons fondées de le faire). Les tests les plus poussés sur les mammifères n'ont duré que 3 mois (ils sont de deux ans pour un médicament ou un pesticide), sans cahier des charges précis ! Et ces tests ont mis à jour des effets sur le foie et les reins, sans que rien ne soit modifié quant à leur étude ou leur commercialisation !

> **LA LOGIQUE DU PROFIT.** La recherche et l'utilisation des OGM ne se passe pas dans un paradis de bonnes intentions, mais dans une société capitaliste où les exigences du profit font la loi. Ce n'est pas pour nos beaux estomacs que les multinationales se sont mis sur l'affaire, c'est parce qu'il y a en perspective des profits faramineux (le contrôle des semences de l'agriculture dans le monde) ET une domination technologique de toute l'alimentation mondiale. La recherche et les techniques de production sont difficiles : seules les multinationales de la semence les assument. Et en France l'organisme officiel INRA (Institut national de recherche agronomique) y collabore pleinement. Cinq firmes dominent le marché des OGM et orientent les lois et les recherches : Monsanto, Novartis, Aventis, Astra-Zeneca, Du Pont. C'est pour elles que l'INRA travaille, au nom de «la société» bien sûr.

Les firmes parlent de résoudre avec les OGM la faim dans le monde, voire les pollutions agricoles. En réalité, leur résultat le plus tangible est de détruire les économies locales, conduisant à un appauvrissement direct de millions de personnes. Ne nous laissons pas abuser par leur arguments pseudo-scientifiques ou sociaux...

Selon la FAO (organisme pour l'agriculture de l'ONU), un milliard et demi de paysans vivent en ressemant les graines qu'ils ont récoltées ! Interdit avec les



Attention à la volaille-OGM !

OGM : il faudrait revenir à la case Commerce à chaque semis.

Souvenez-vous du scandale des semences Terminator en 1998, semences qu'on avait stérilisées pour éviter qu'elles puissent se reproduire. Devant le tollé suscité par cette appropriation du vivant, Monsanto a dû «renoncer» à les commercialiser. Sauf que 8 ans plus tard, il est près de le refaire discrètement, et que d'autres firmes y travaillent d'arrache-pied (et d'arrache-paysans). C'est ça le capitalisme, aucune réforme ou concession ne les arrête jamais. La seule solution, c'est de renverser ce système et sa logique, de mettre le développement de l'Homme dans la nature au cœur de la logique.

> Le progrès n'est pas neutre. Autre problème de taille : ce sont ces entreprises pas vraiment philanthropiques qui vont dominer le marché des semences, donc choisir quelles productions doivent être faites et où. Les conséquences sont nombreuses et terrifiantes : maîtrise de l'alimentation mondiale (rien que ça !), mise en cause grave de la bio-diversité (la gamme des variétés naturelles et cultivées). C'est une sorte d'appropriation du vivant, vieux rêve capitaliste : tout ce qui est libre et gratuit exerce une concurrence déloyale et inacceptable aux marchandises. L'air, le soleil, l'eau, la nature, faut en faire des sources de profit et tarir les biais par lesquels leur accès est encore libre (ce sur quoi repose l'humanité depuis ses débuts !). Et toute cette agriculture polluante subventionnée, elle crée de nouvelles sources de profits pour dépolluer l'eau

et les sols maltraités, réservés aux mêmes, les grosses boîtes de chimie et d'agro-alimentaire. Donc, clairement, ce n'est pas un problème de répartition des richesses, mais d'organisation de la production. Le pire est que même si c'était un simple problème de répartition, rien ne serait réglé comme le reconnaît franchement le président de la Fondation Rockefeller «je ne vois aucun signe que les riches de ce monde soient sur le point de distribuer leur richesse».

Nous serions bien naïfs de croire que ces travers sont la rançon d'un progrès inévitable ou d'un manque de contrôle politique. Bien sûr, les différents gouvernements servent le pouvoir des multinationales (le continent américain, USA Brésil et Argentine surtout, laisse libre cours aux OGM sans contrôle, ni étiquetage ni études. Peinards !). Mais le «progrès» n'est pas neutre. Le progrès est orchestré, orienté et récupéré par les grosses firmes mondiales. Tant de découvertes qui permettaient aux populations de gagner en bien-être ou en autonomie ont été écrasées et anéanties. Tels ces médicaments abandonnés car soignant des maux importants de populations malheureusement non solvables. Ou le bio-pétrole à la mode en France, conçu et orchestré pour que les gros céréaliers aient un débouché à leur surproduction et les intérêts des pétroliers non seulement préservés, mais au cœur du dispositif.

René Frankel

Prochain numéro : « Face aux OGM, que faire ? »

## Endormi parce qu'il a oublié Partisan à la maison...



ABONNEZ-VOUS À *Partisan*

PARTISAN SUR LE NET →

<http://vp-partisan.org>

Ce procès nous concerne tous, car il engage l'avenir de nos libertés.

## S'EXPRIMER, S'ORGANISER, CONTESTER : CE N'EST PAS DU TERRORISME

Le 7 novembre 2006 le verdict de la cour d'appel de Gand tombe : elle condamne à de lourdes peines d'emprisonnement (allant de 4 à 7 ans), 7 militants du DHKP-C, parti révolutionnaire turc opposant au gouvernement turc et déclaré par ce dernier « terroriste ». Les charges et accusations ont été manifestement dopées afin de justifier la sévérité du verdict. Les juges se sont montés partiaux et partisans. La justice belge et la ministre Onkelink seront finalement arrivées aux résultats judiciaires exigé par l'Etat turc : criminaliser un mouvement révolutionnaire. Le CLEA (Comité Liberté d'expression et d'association) dénonce cette collaboration entre les deux Etats et la coalition d'intérêts qui a abouti à un verdict d'exception au terme d'une instruction d'exception. La législation contre le terrorisme permet d'organiser des « confusions pénales » où le seul fait d'appartenir à une organisation qualifiée de « terroriste » par un gouverne-

ment, qu'il soit belge, turc, français ou autre, est durement sanctionné même si aucun acte délictueux n'a été commis.

De plus, trois des militants turcs ont été soumis à un régime d'isolement depuis le 28 février 2006 malgré le fait que les tribunaux ont statué pour lever cet isolement. Ils subissent des fouilles anales systématiques, une privation sensorielle, des troubles forcés du sommeil ; (une lumière aveuglante, juste au-dessus de leur tête, reste allumée en permanence toute la nuit.) Deux d'entre eux sont d'ailleurs en grève de la faim depuis le 30 octobre, pour dénoncer cette torture carcérale.

Pour en savoir plus : [www.clea.be](http://www.clea.be)

« Ce qu'on appelle liberté d'expression, c'est le privilège détenu par quelques uns (maîtres des journaux, des radios, des TV, des maisons d'édition) de nous dire comment nous devons penser, sentir, acheter et qui nous devons admirer ou mépriser. » Trazimen

Les lecteurs écrivent

## LA JEUNESSE ET LA RÉVOLUTION D'OCTOBRE 1917

En novembre dernier, à l'appel de jeunes militantes et militants marxistes-léninistes a eu lieu une soirée commémorative pour le 79<sup>e</sup> anniversaire. Nous étions quelques dizaines de jeunes (certains des JC, d'autres non) réunies pour fêter l'événement et discuter des perspectives militantes actuelles.

Nous avions tous en tête les révoltes légitimes de novembre 2005 de la jeunesse ouvrière, reléguée dans des ghettos et condamnée à la précarité. Nous avons tous constaté l'absence de direction politique de ce mouvement. Quand la jeunesse s'est mise en marche, nous n'avons pas su nous faire reconnaître d'elle et nous mettre en tête du mouvement pour le diriger vers des cibles politiques. En attendant, tout ce que nous avons su faire, c'est de rester aux côtés des jeunes qui se battaient... Mais nous

sommes restés inaudible quand les loups hurlaient contre la jeunesse. Nous n'avons pas su apporter ce que les bolcheviques ont apporté aux masses en lutte en octobre 1917: une organisation prête pour la baston, capable de nouer des alliances et d'unir la majorité contre l'ennemi commun...

Ces réflexions nous ont conduit à un intéressant débat : notre tâche militante est-elle d'aller partout où ça bouge ? Non seulement dans les manif, les grèves, les émeutes mais aussi au PCF, pour y faire entendre notre voix jusque dans les conseils municipaux. Mais ce n'est pas tout de faire entendre sa voix, encore faut-il trouver des gens pour vous écouter. La plupart des élues et des élus du PCF ne leur ont jamais accordé qu'une oreille distraite, préférant écouter la voix du ventre et retourner à la soupe. Il faut dire qu'ils sont dépendants du bon vouloir du PS pour conserver leur poste... Quant à s'en remettre totalement à la spontanéité des masses et à se contenter de servir de force d'appoint aux mouvements spontanés, les

militantes et les militants organisateurs en sont également revenus...

Pour autant, peut-on tout ramener à la question d'une dirigeante ou d'un dirigeant de l'envergure de Lénine? Non, car la révolution d'Octobre n'est pas sortie toute armée du cerveau de Lénine. La situation était révolutionnaire en Russie... Le mérite de Lénine est d'avoir su faire converger toutes ces révoltes en un seul courant invincible qui a brisé la digue de l'ancienne société. Une telle personne ne saurait créer seule une situation révolutionnaire, mais une situation révolutionnaire ne saurait déboucher sur une Révolution sans éléments dirigeants. La meilleure des terres ne saurait donner de fruit si on ne l'ensemence pas... La question est moins d'attendre le ou la dirigeante mais de devenir toutes et tous des éléments dirigeants et organisés capables de se montrer dignes de la confiance des masses et de mener à bien les luttes dans lesquelles nous sommes engagés.

Courriers de jeunes marxistes-léninistes

## 66 SANS-PAPIERS EXPULSES PAR JOUR (EN MOYENNE) EN 2006

C'est ce qui ressort de la conférence de presse du Sinistre Sarkozy du 11 décembre. Depuis 2001, c'est à dire sur 6 ans, c'est une progression de près de 157% (x 2,6), de 9 227 à «24 000» expulsions annuelles (d'un peu plus de 25 à près de 66 par jour). Ces chiffres publiés par le Ministère de l'Intérieur, indiquent donc une lourde tendance à l'expulsion.

Contre cette tendance s'affirme une tendance à la résistance qui engendre opposition active (RESF, Collectifs de sans papiers, etc.) et désaccords croissant, ainsi, après les syndicats des pilotes de ligne et ceux des magistrats, récemment les Médecins Inspecteurs de la Santé Publique s'alarme : «le MISP est-il devenu l'auxiliaire de la politique restrictive menée par l'Intérieur?»

**Renforçons la résistance pour l'égalité des droits et la libre circulation !**

DIFFUSEZ

Partisan

## À 6 ans, personne ne soupçonnait qu'un jour elle s'abonnerait à Partisan...



ABONNEZ-VOUS À Partisan

## JE SUIS OUVRIER CARISTE,

d'origine étrangère comme on dit, dans une usine du bassin lorrain. J'ai lu le dernier *Partisan*, qui était bien, sur les «jurys populaires» de Ségolène Royale et la démocratie ouvrière de la Commune de 71. J'ai fait des recherches à la bibliothèque sur les racines des jurys populaires. On les trouve en 1793, mais surtout en 1871 à Paris pendant la Commune ; et je pense qu'un parallèle avec notre situation de crise de la représentation n'est pas inutile à affirmer.

La démocratie directe de la Commune avait montré un problème qui est actuel : la représentation des citoyens à travers les élus. Les sections populaires de la Commune permettent à ceux de la base de se présenter plus facilement face aux riches ayant beaucoup d'argent pour se payer une campagne électorale.

Le point important, et aussi le plus nouveau, c'est l'idée de jury citoyen pour que le peuple surveille les politiques menées et leur application. Mais qui permet également, d'après les Communistes, de révoquer facilement un élu traître au peuple. La question est donc : Peut-on le faire en France ? Peut-on faire des élections partout qui permettraient de contrôler et de révoquer les élus qui ont trahi le peuple ? Peut-on le faire aussi à l'usine ?...

Heureusement qu'on est là et y a du boulot politique, y a plein de gens qui vote plus. Les socialistes y sont plus là et les traîtres du PCF non plus. Ici c'est trop prolétaire pour eux comme pour beaucoup d'autres qui parlent tout le temps, mais qui font rien pour le peuple et les ouvriers.

## A PROPOS DE LA REVOLTE DES QUARTIERS POPULAIRES

Effaré par la position de LO sur les révoltes des quartiers populaires, j'ai commencé par rejoindre celle de la LCR qui me paraît moins réac que celle de LO, où il est question de « voyous », de « lumpenprolétariats », etc... Je me rapproche beaucoup plus de la position du PCMLM sur son site Internet, même si j'ai quelques désaccords. Du coup, je souhaite connaître la position de l'OCML VP qui est également une organisation marxiste léniniste, quoique moins dogmatique que le PCMLM.

Personnellement, je pense que se révolter est juste, que les habitants des quartiers populaires ont raison de se confronter et d'attaquer l'Etat bourgeois. Le problème c'est que je pense que s'attaquer aux services publics et aux voitures des voisins de palier n'est pas la meilleure solution. Du coup, on se retrouve vite coincés, entre défendre la classe ouvrière ultra précarisée des quartiers populaires, et défendre l'autre partie de la classe ouvrière qui subit parfois ces révoltes. Comment faire pour soutenir à la fois les jeunes qui brûlent des bus et les chauffeurs de bus qui ne veulent pas circuler dans certains quartiers à cause de ces incendies ?

**La rédaction a renvoyé notre lecteur aux numéros 199 et 200, entres autres, de Partisan qui ont traité du sujet. Ils seront bientôt consultables sur notre site : <http://vp-partisan.org>**

Partisan sur le net

<http://vp-partisan.org>

# ÉTAT, PATRONS, RÉPRESSION

## DÉFENDRE NOS CAMARADES DU (NOUVEAU) PARTI COMMUNISTE ITALIEN !

La réunion du vendredi 8 décembre à Paris a été un succès. Ainsi nous avons pu constater une forte présence de jeunes, pour la plupart étudiants. La présence de personnalités : Henri Alleg (figure de premier plan dans la lutte pour l'indépendance de l'Algérie, auteur du livre sur la torture «La question») et Julia Wright (porte parole en France de Mumia Abu Jamal). La présence d'un grand nombre d'organisations communistes, anti-impérialistes et démocrates. De nombreuses déclarations de soutien de France et d'ailleurs. Cette initiative représente un important pas en avant. Elle a en effet permis : De dénoncer, avec encore plus de force, la persécution du (n)PCI et la collaboration entre les Autorités italiennes et françaises. De renforcer le mouvement qui se développe contre

l'extradition de Maj, Czeppel et D'Arcangeli. De démontrer que la persécution du (n)PCI ne représente pas un cas isolé ou une «erreur judiciaire» mais est la composante d'une ample vague répressive qui frappe les communistes et les anti-impérialistes au niveau international. De là la nécessité de la création d'un vaste front contre la répression. Pour contribuer à la lutte en cours, signez massivement l'Appel. Les 17, 18 et 19 janvier, jours du procès, se tiendront des sit-in devant le Tribunal Correctionnel de Paris. Le 19 janvier, dernier jour du procès, à partir de 19H, à la Bourse du Travail de Saint-Denis, se tiendra une initiative contre l'extradition de G. Maj, G. Czeppel et A. D'Arcangeli et contre la répression développée contre tous les mouvements sociaux

### APPEL

## NON A L'EXTRADITION DE G. MAJ, G. CZEPPPEL ET A. D'ARCANGELI ! NON A LA PERSECUTION DU (nouveau) PARTI COMMUNISTE ITALIEN !

Les autorités Italiennes et les autorités Françaises cherchent à empêcher l'activité politique du (nouveau) Parti Communiste Italien. Ils mènent une persécution contre ce Parti, sous le prétexte de «guerre contre le terrorisme». Depuis les années 1980 jusqu'à nos jours, en Italie, sept enquêtes pour «terrorisme» ont été menées contre le (n)PCI, toutes ont abouti à un non-lieu. Malgré cela, les Autorités Italiennes et Françaises continuent à lancer des enquêtes contre le Parti.

En France, deux membres du (n)PCI, G. Maj et G. Czeppel, et un sympathisant, A. D'Arcangeli, sont harcelés depuis 2005 par les Autorités Françaises, sur la demande des Autorités Italiennes. Malgré l'absence de preuves pour «terrorisme», ils ont été privés de leur liberté par des arrestations préventives et des contrôles judiciaires (auxquels ils sont encore soumis). G. Maj et G. Czeppel ont fait 18 mois de «détention préventive» et 18 mois de contrôle judiciaire. A. D'Arcangeli a fait 4 mois de «détention préventive» et 12 mois de contrôle judiciaire.

Le 8 Septembre 2006, M. Gilbert Thiel, juge de l'antiterrorisme français, après trois ans d'enquête et de harcèlement, a enfin décidé de déqualifier le chef d'accusation : G. Maj, G. Czeppel et A. D'Arcangeli ne sont plus accusés de «terrorisme» mais d'«association de malfaiteurs»... Après trois ans de violations des droits politiques, il cherche à sauver la face avec un «tour de passe-passe» digne d'un magicien. [Le procès a été reporté au 19 janvier 2007]

En même temps, le juge Paolo Giovagnoli du Parquet de Bologne (Italie) s'apprête à lancer un mandat d'arrestation européen contre les trois camarades, pour mettre en oeuvre un nouveau procès pour... «terrorisme» (qui se soldera, encore une fois, par non-lieu).

Ont déjà exprimé leur solidarité : Nicole Borvo (sénatrice PCF), Georges Hage (député PCF), Arlette Laguiller (porte-parole de Lutte ouvrière), l'écrivain Henri Alleg, Monseigneur Gaillot (évêque), François Floris (comédien et metteur en scène), Serge Grossvak (conseiller municipal PCF de Groslay), Georges Sali (maire adjoint du PS St Denis), Annie Lacroix-Riz (Professeur d'histoire Université Paris 7), Maître Vincent Stagnara (avocat), Giulia Wright (porte-parole en France de Mumia Abu-Jamal), Léon Landini (officier de la légion d'honneur), René Roussel, Arsène Tchakarian, René Gilli (chevaliers de la légion d'honneur), Jeanne Colette et Simone Nicolo-Vachon (anciennes combattantes de la Résistance), Coordination 93 de luttes pour les sans-papiers, OCML VP-Partisan.

Prenons position contre la tentative d'extradition de G. Maj, G. Czeppel et D'Arcangeli ! Demandons la fin de cette persécution qui viole tous les droits politiques !

Pour signer cet Appel écrivez à notre boîte postale ou à notre e-mail, ou encore à l'e-mail du comité de soutien : cap-npci-paris@voila.fr

recours à l'intimidation (vigiles et huissier en permanence au magasin).

Amandine, vendeuse vidéo depuis 1998 au Virgin des Grands Boulevards à Paris et militante SUD, est en mise à pied conservatoire depuis le 5 décembre en vue d'un licenciement. On lui reproche de s'être mal occupée d'un client, de remettre en cause l'autorité de la direction et d'avoir menacé le Directeur Régional. Rien que ça ! Face à cette machination, ses collègues l'ont soutenue par des débrayages. Une pétition, largement signée par le per-

sonnel, a également été remise à la direction. A travers cette procédure, c'est l'activité syndicale d'Amandine qui est visée.

Un appel est lancé pour la constitution d'un comité de soutien autour d'Amandine, pour sa réintégration dans les plus brefs délais, et plus largement, pour le respect du droit syndical et des droits des salarié(e)s de l'enseigne.

Vous pouvez faire part de votre réprobation au Directeur :

cyril.marion@virginstores.fr et envoyer une copie à : sudvirgin@yahoo.fr

## POUR LA LIBÉRATION DE NATHALIE MÉNIGON

### DÉCLARATION DU COMITÉ « LIBÉREZ-LES ! » DE SOUTIEN AUX PRISONNIERS ET REFUGIES POLITIQUES (EXTRAITS)

Par une décision scandaleuse, le Tribunal de Paris en charge du dossier de Nathalie Ménigon vient par l'annonce de son jugement barbare, de dire qu'elle ne serait pas libérée. Nathalie est gravement malade après 20 années de brimades, d'isolement, et de conditions de détention abominable pendant 12 années, elle souffre de sérieuses séquelles qui mettent sa vie en danger de mort. Et en plus Nathalie est libérable depuis deux ans avec la fin de sa peine de sûreté.

Un troisième AVC (accident vasculaire cérébral) lui serait fatal. Pourtant la justice spéciale, aux ordres du ministre Clément, un des rares députés à avoir voté contre l'abolition de la peine de mort, a rendu un verdict inhumain et contraire à la loi dite Kouchner de mars 2002, loi dont a bénéficié le criminel de guerre Papon, fidèle serviteur des hauts intérêts du capital français et international.

Cette décision revancharde et cet acharnement récurrent n'ont pas surpris les militants, même si nous pouvions espérer l'impossible au stade actuel de la lutte pour la libération des prisonniers politiques révolutionnaires en France. Beaucoup de remous cette semaine face à la vérité sur l'état réel des prisons et des prisonniers. Larmes de crocodile pour les uns mais larmes de colère pour les autres. [...]

Plus que jamais, avec nos camarade de lutes, nous sommes déterminés à agir et à poursuivre le combat pour la libération de Nathalie, de Georges, de Jean-Marc, de Régis, d'Ibrahim, de Philippe, Argutzane et de tous les camarades enfermés dans les couloirs de la «mort blanche». [...]

Une barricade n'a que deux côtés, nous sommes du bon côté, celui de nos camarades révolutionnaires enfermés depuis des années et des années pour avoir mis leur haine de classe au service du Peuple laborieux et de la Classe Ouvrière exploitée et martyrisée par le capitalisme. Le 24 octobre 2006.

## La solidarité est une arme

PAR GEORGES IBRAHIM ABDALLAH, JEAN-MARC ROUILLAN

Depuis nos condamnations par les tribunaux d'exception français, l'Etat nous maintient dans des établissements de sécurité. 23 années pour Georges Ibrahim Abdallah et 20 ans pour Jean-Marc Rouillan. Et au cours de ces années, nous avons connu les quartiers d'isolement total comme la fausse normalisation des régimes de haute sécurité. Notre expérience politique dans les prisons nous amène à une conclusion : cette détention criminelle n'a qu'un seul but, individualiser le militant révolutionnaire, l'amener à renier son passé combattant ou le détruire physiquement et psychologiquement. Le traitement se perpétue aussi longtemps que le prisonnier refuse de se soumettre au rôle que les gouvernants cherchent à lui faire jouer : un pantin au service de la contre propagande ! Il en est ainsi depuis l'utilisation des cellules de privation sensorielle contre les premiers prisonniers de la RAF au début des années 70 et graduellement ce traitement de chantage et de pacification a été utilisé par tous les régimes réactionnaires européens. QHS et QI ici, FIES en Espagne, prisons de type F en Turquie...et partout nous avons lutté dans ce combat inégal.

Depuis 7 ans d'un sacrifice gigantesque, nos camarades en Turquie relèvent le drapeau de la résistance carcérale. Déjà 121 d'entre eux l'ont payé de leur vie.

DU 15 AU 18 DECEMBRE NOUS SERONS EN GREVE DE LA FAIM EN SOLIDARITE AVEC LA RESISTANCE DANS LES PRISONS TURQUES.

Par cet acte symbolique nous voulons apporter notre témoignage de fraternité et de solidarité.

Et, par la même occasion, nous saluons toutes les délégations venues, en Grèce, au Vème Symposium international contre l'isolement.

Dans cet hommage, nous tenons également à rappeler le souvenir des camarades morts dans la même lutte contre l'anéantissement carcéral comme : Holger Meins, Bobby Sands, Patsy Ohara, Kepa Crespo Dallende... et tous les autres, rappeler le souvenir des combattants des différents pays, de différentes guérillas morts en luttant ou détruits par ce traitement barbare.

UNITE INTERNATIONALE DES REVOLUTIONNAIRES EN EUROPE ET AU MOYEN-ORIENT. UNITE DANS ET EN DEHORS DES PRISONS POUR ELARGIR LA LUTTE CONTRE L'ISOLEMENT CARCERAL. HONNEUR AUX CAMARADES PEHIC, GÜLCAN, et SEVGL A BAS L'IMPERIALISME ET SES LAQUAIS TORTIONNAIRES ! ENSEMBLE NOUS VAINCRONS !

Prison Centrale de Lannemezan le 15-12-2006

### VIRGIN MEGASTORE ACHARNEMENT ANTI-SYNDICAL CONTRE AMANDINE

Ce n'est pas la première fois que les libérés syndicales sont attaquées chez Virgin. Le développement et l'action du syndicat SUD Virgin, depuis sa création en mars dernier, n'est pas sans inquiéter une direction particulièrement réactionnaire qui a

## Népal

**Nous présentons des extraits d'un long article écrit en 2004, par un membre du comité central du Parti communiste maoïste du Népal, la camarade Parvati. Bien que la lutte du peuple népalais ait atteint aujourd'hui une nouvelle étape, dont nous parlerons dans nos prochains journaux, cette expérience n'en reste pas moins extrêmement importante pour la suite de la révolution népalaise. L'article traite de l'expérience acquise par la participation massive des femmes au sein de l'APL (Armée Populaire de Libération). Expérience mise sur pied et dirigée par le parti qui «a consacré beaucoup d'efforts à mettre en place des plans et des mesures qui permettent aux femmes de se développer comme dirigeantes communistes.» Sous-titres du journal**

# Les femmes dans la lutte révolutionnaire (1)

**FEMMES DANS LA GUERRILLA.** Lorsque la guerre populaire est déclenchée en 1995, le PCN avait décidé qu'au moins deux femmes devaient faire partie de chacune des escouades qui allaient être mises sur pied; Aujourd'hui les femmes constituent un tiers de l'APL. Elles sont commandantes et commandantes adjointes dans certains bataillons, compagnies et sections. Certaines occupent le poste de commissaire politique, à un niveau ou à un autre. Avec le temps, on a pu voir également un grand nombre de femmes impliquées dans des actions de guérilla urbaine audacieuses, comme des vols de banque, des exécutions sélectives et des actions de destruction de biens et immeubles appartenant à l'État, notamment dans le plateau central du Terai, la capitale Katmandou et d'autres centres urbains. Au niveau des milices, leur participation s'avère tout simplement phénoménale, dépassant même souvent celle des hommes. En outre, les femmes jouent un rôle important dans la protection des conseils populaires révolutionnaires qui ont été établis dans plusieurs régions et districts; elles participent également à la consolidation des bases d'appui, en y effectuant diverses tâches de construction. De ce fait, les femmes sont devenues partie prenante de ce qui constitue l'ossature du nouvel État actuellement en émergence. L'application du concept d'«un(e) citoyen(ne), une armée» mis en avant par le Conseil populaire révolutionnaire unifié dans ses récentes directives pour l'administration du pouvoir populaire, a rendu encore plus pertinente l'implication des femmes dans le travail militaire.

**CELLES QUI N'ONT RIEN À PERDRE QUE LEURS CHÂÎNES.** L'oppression de classe et de sexe que subissent les femmes étant elle-même de nature prolongée, la perspective de la guerre populaire prolongée (GPP) s'avère donc très attirante pour elles. Même si la GPP est d'abord et avant tout une méthode visant à mettre sur pied un État de démocratie nouvelle, son processus de développement autorise la réalisation de constantes transformations. Elle permet en outre de briser la culture féodale et de résister à la culture impérialiste; ce faisant, la guerre populaire prolongée aide les femmes à se réaliser pleinement et à atteindre une vie plus digne. La GPP est particulièrement importante dans le cas du Népal, où les femmes sont appelées à franchir un bond immense, allant du patriarcat féodal et médiéval tel qu'il subsiste encore aujourd'hui (les vierges, notamment, y sont toujours objet de vénération), à la révolution de démocratie nouvelle. Ce bond en avant suppose une longue période de métamorphose dans leur propre façon de voir les choses.

Les caractéristiques qui distinguent la guerre populaire des autres méthodes de guerre, parmi lesquelles le fait d'apprendre à mener la guerre en combattant et de faire primer l'idéologie sur les armes; la construction de bases d'appui; le développement de l'initiative locale, l'auto-suffisance et la préservation des forces; le fait de cibler et d'attaquer l'ennemi là où il est le plus faible

et de reculer lorsqu'on est dans une position de faiblesse; et en particulier, ces principes fondamentaux que Mao a résumés dans sa célèbre formule: «L'ennemi avance, nous reculons; l'ennemi s'immobilise, nous le harcelons; l'ennemi s'épuise, nous le frappons; l'ennemi recule, nous le pourchassons». La guerre populaire prolongée est la stratégie militaire des secteurs les plus faibles de la société, en lutte contre un pouvoir d'État beaucoup plus fort. Le concept des bases d'appui, notamment, est particulièrement bien adapté à la lutte de libération des femmes; ainsi, les gains et les résultats qu'elles obtiennent de par leur lutte peuvent y être mis en pratique immédiatement, avant même que la guerre soit pleinement achevée. La mise en oeuvre de l'égalité des droits dans les domaines de la propriété, des coopératives et des fermes communautaires, l'ouverture de restaurants et de garderies, par exemple, s'y avère tout à fait possible. De même, il devient possible de garantir aux femmes un certain nombre de postes de direction au sein des organismes du nouvel État en formation.

**BRISER L'EXPLOITATION ET L'OPPRESSION SEXUELLES.** Pendant que les hommes sont contraints de faire leur service militaire [dans l'armée royale] ou de s'expatrier vers les centres urbains du Népal, voire en Inde, afin d'y trouver un job quelconque, les femmes doivent s'occuper seules des enfants et des aînés. Elles deviennent de facto des chefs de famille monoparentales qui doivent nourrir leurs familles dans des régions éloignées et difficiles. Un des éléments qui les désespère au plus haut point et qui les pousse à vouloir prendre leur revanche, c'est le phénomène de la polygamie qui se développe d'autant plus, dans de telles conditions, et qui finit par leur imposer un double fardeau. Il faut savoir que le droit féodal ne condamne les mariages multiples que très légèrement. Ce phénomène fait que les femmes sont nombreuses à sympathiser avec l'APL et à inciter leurs filles à rejoindre ses rangs, quand elles ne deviennent pas elles-mêmes combattantes à plein temps. La pression qui pousse les femmes à se marier de plus en plus jeunes (afin de se décharger du fardeau de la chasteté) a en outre amené plusieurs filles d'origine indo-aryenne à rejoindre l'APL : pour elles, il s'agit d'un bon moyen de briser les chaînes du féodalisme. De la même manière, les femmes d'origine tibéto-birmane, bien qu'elles soient relativement libres de choisir leurs partenaires, finissent inmanquablement par se retrouver dans le cercle vicieux d'une vie monotone et rigoureuse, consacrée strictement à la reproduction : pour elles aussi, l'APL offre l'opportunité d'explorer et d'expérimenter directement une plus grande liberté. L'APL offre également une nouvelle avenue aux femmes de nationalité tharu, qui se sont récemment affranchies de l'esclavage dans la région du Terai. Celles-ci étaient exploitées non seulement économiquement mais aussi sexuellement, par les membres des hautes castes brahmanes et chhetris qui vivent dans les montagnes environnantes. En armant les femmes dalits, l'APL leur a donné les moyens de combattre le système des castes.



**L'APL TRANSFORME LES COMBATTANTES...** L'APL a fait de ces femmes sans droits de véritables insurgées. Elle les a débarrassées de tout l'attirail imposé par le féodalisme, au profit de vêtements fonctionnels et unisexes. Les combattantes sont désormais conscientes non seulement de leur développement idéologique, mais aussi de leur développement physique. Elles ont transformé leur langage corporel et projettent un air de confiance et de dignité. Elles prennent conscience de leur sexualité, des questions de mariage et de reproduction, qui ont un impact direct sur leur activité politique et militaire. On peut dire sans se tromper que l'APL a aidé les femmes à briser les quatre murs des maisons dans lesquelles elles étaient enfermées, qu'elle les a aidées à voyager et à se rendre aux quatre coins du pays. D'esclaves domestiques «invisibles» qu'elles étaient, elles sont devenues des combattantes révolutionnaires professionnelles qui assument ouvertement des postes de responsabilité. Cela les a renforcées physiquement aussi bien que mentalement, en leur permettant de développer une façon de penser plus objective qui satisfasse aux exigences d'une vie rigoureuse de combat. D'analphabètes qu'elles étaient, elles s'expriment désormais avec un vocabulaire enrichi. Elles étudient la dialectique...Elles sont maintenant familières avec des concepts tels que la nature des rapports entre l'État et le gouvernement, entre l'impérialisme et les pays du tiers-monde, et entre l'impérialisme U.S. et les autres puissances impérialistes. À bien des égards, on peut considérer que les femmes membres de l'APL sont déjà plus avancées que celles qui sont impliquées dans les organisations de masse dirigées par le Parti. Le rythme de transformation des femmes dans l'armée est si rapide qu'elles hésitent à quitter le champ de bataille lorsque des problèmes de santé surviennent, ou quelque autre situa-

tion qui pourrait justifier leur transfert sur un autre front.

**...MAIS LES COMBATTANTES TRANSFORMENT L'APL.** La participation des femmes au sein de l'APL a fait de celle-ci une force plus opiniâtre, disciplinée, cultivée et qui sait où elle va. Sur le terrain, on s'est généralement rendu compte que là où les hommes sont portés à abandonner le combat, les femmes sont prêtes à le poursuivre; là où les hommes sont prêts à rendre les armes, les femmes les empoignent encore plus fortement et ce, même dans les circonstances les plus difficiles. Ainsi, quand les hommes ont tendance à chanceler sous la torture, les femmes sont portées à résister jusqu'au bout, même au prix de leur vie. On s'est également rendu compte que tandis que les hommes hésitent parfois à aller à l'offensive, les femmes ont tendance à s'y porter sans chercher d'excuses. Les femmes ne refusent que rarement d'accomplir une tâche qu'on leur confie : elles vont toujours tenter de s'y essayer au moins une fois avant d'abandonner. En outre, lorsque se produisent des revers, elles s'avèrent plus patientes et gardent leur sang-froid plus aisément, alors que les hommes deviennent facilement nerveux et irritables. Leur engagement et leur dévouement au travail aident à combattre la tendance à aller au plus facile qui existe chez les hommes. De plus, l'implication des femmes a eu un effet qu'on pourrait qualifier d'«autonettoyant» dans les rangs de l'APL : l'alcoolisme, le jeu, les divertissements bon marché et la séduction facile ne vont certes pas de pair avec la participation des femmes. Celle-ci a également fortement contribué à hausser le moral des troupes, tout en démoralisant l'armée ennemie. En fin de compte, la participation des femmes a élevé le niveau de conscience général de l'APL, en termes de

conscience de classe, mais aussi de conscience de la réalité des genres. Cette conscience s'est vue particulièrement renforcée après que des combattantes eurent été brutalement torturées, violées et assassinées par les forces réactionnaires.

En outre, la participation des femmes dans l'APL lui a permis d'approcher plus facilement les familles des membres de l'armée ennemie; son pouvoir de persuasion s'est avéré dès lors décuplé, que ce soit pour convaincre leurs hommes, par ce biais, de refuser de combattre contre l'APL, ou même encore de les amener à désertre et à joindre les rangs de l'armée révolutionnaire. La participation des femmes a permis à l'armée populaire d'étendre son réseau de renseignement à l'échelle locale. Elle a contribué à améliorer ses capacités médicales. De plus, l'implication des femmes dans l'APL a accéléré le processus d'unification et d'intégration entre les différentes castes, groupes ethniques et groupes régionaux : les mariages interethniques y sont évidemment pleinement autorisés (contrairement à ce qu'on voit dans la société civile). Ce faisant, les distinctions autres que celles de classes s'y sont trouvées amoindries; l'APL possède désormais un caractère beaucoup plus multinational, multilingue, multiethnique et multiracial. Cela contraste grandement avec la situation qui prévaut au sein de l'armée royale, dont les forces sont divisées sur des bases ethniques, religieuses, régionales, de caste et de classe.

Enfin, la participation des femmes dans l'APL aide à prévenir les tendances militaristes ainsi que la tendance à se comporter comme une sorte de «guérilla errante» qui se substituerait aux masses et négligerait de les armer.

Suite dans le prochain numéro

## Bahreïn

### GRÈVES DES OUVRIÈRES DU TEXTILE ET DES EMPLOYÉS DES CRÈCHES

Contrairement aux autres pays du Golfe, le Bahrein n'a que peu de pétrole. Le mouvement ouvrier est bien structuré depuis une quarantaine d'années et il a mené des luttes historiques dans les années soixante-dix. Le pouvoir a essayé de dissoudre l'Union Générale Syndicale des Travailleurs du Bahrein (UGSTB) en 1978, mais malgré l'emprisonnement et la répression, le mouvement syndical a continué à être actif et a obligé le pouvoir à abandonner son projet de mise hors la loi des syndicats. Le mouvement social et «la société civile» ainsi que les organisations politiques (non reconnues jusqu'à une date récente) sont actifs.

Textile : Depuis le premier décembre, 450 ouvrières (divorcées, veuves pour la plupart) menacées de licenciement occupent leur usine qui va fermer définitivement courant janvier, pour «baisse du taux de profit». Déjà en août 2006, 254

ouvrières ont été licenciées. Ces femmes travaillent depuis 9 à 10 ans dans cette usine avec un salaire de 150 Dinars baheïni. A titre d'indication, le loyer d'un logement dans un quartier ouvrier populaire s'élève à 100 dinars. L'UGSTB a dressé une tente pour diffuser l'information et organiser le soutien et la protestation.

Petite enfance : Un mouvement de protestation est organisé par l'UGSTB, en soutien aux 3000 femmes travaillant dans les crèches et jardins d'enfants. Elles sont sous payées et ne bénéficient pas de couverture sociale légale. Le salaire varie entre 45 et 135 dinars. Seules 1050 de ces femmes sont déclarées et bénéficient d'une couverture sociale, de congés payés et d'indemnités légales. Les femmes malades, enceintes ou qui revendiquent un meilleur salaire sont licenciées de suite, sans aucune formalité.

Sources: UGSTB  
traduit de l'arabe par MT

## Palestine

### Cartes de vœux en solidarité avec la résistance

«Pour les enfants pour qui nous recherchons un monde...» Ghassan Kanafani

**INQUIÉTUDE POUR LES RÉFUGIÉS PALESTINIENS.** Fin novembre, un groupe appartenant à Al-Qaïda a essayé de pénétrer dans les camps de réfugiés de Narh al-Bared et de Beddawi au nord du Liban, provoquant un mort et plusieurs blessés. Dans le camp d'Aïn al-Hilweh, les fusillades entre islamistes et démocrates de gauche (FPLP/FDLP) reprennent sporadiquement depuis la fin de l'agression sioniste de l'été 2006. Les organisations laïques ont fort à faire avec les organisations islamistes qui tentent de s'installer durablement dans les camps. C'est une lutte permanente des forces démocratiques contre l'influence grandissante de ces forces réactionnaires. La solidarité avec le peuple palestinien et ses organisations progressistes est d'autant plus importante aujourd'hui.

**DES CARTES DE VŒUX.**

A l'occasion de la nouvel année, l'AFCGK vend des cartes de vœux pour la défense de l'éducation populaire dans les camps palestiniens au Liban. Ses cartes sont illustrées d'autoportraits d'enfants et d'une présentation de leurs auteurs. Dessins de grandes qualités donnant un aperçu du travail pédagogique sur l'identité et traduisant une étonnante maturité politique pour des moins de 6 ans.

Ces cartes sont vendues par neuf avec leur enveloppe dans un coffret, aux prix de 15 euros. Envoyez vos commandes et vos paiements aux Amis de la Fondation ou à Partisan qui fera suivre.

Pour plus d'infos, consulter le site de l'association : <http://fcgk44.free.fr> ou écrivez à l'AFCGK, 1 avenue Saint-Thomas, 44100 Nantes.

\* La Fondation est une ONG libanaise, créée le 8 juillet 1974, deux ans après l'assassinat de Ghassan Kanafani, auteur, journaliste, artiste et porte-parole du peuple palestinien.

### GRÈVE DES SERVICES PUBLICS

Les services publics sont en grève. Les fonctionnaires et les employés revendiquent le paiement de leurs salaires. Cependant, les employés et les fonctionnaires du Fatah sont payés par les services de Mahmoud Abbas. Les militants du Hamas sont payés par leur organisation. Les enfants des deux organisations continuent leurs études dans les écoles privées appartenant à chacune des deux organisations. Ce sont les enfants des pauvres qui ont perdu une année scolaire. Ce sont aussi les pauvres qui n'appartiennent pas aux cadres de l'une ou l'autre organisation qui n'ont plus de travail, ni salaire, ni logement (démoli par l'occupant).

Les militants du Fatah, organisés en milice, obligent les travailleurs, les vendeurs sur les marchés ou sur les lieux publics, les commerçants, à faire grève sous la menace des armes. Plusieurs cas de violence, de menaces et de représailles sont rapportés par des habitants de Cisjordanie et de Gaza. Le Fatah refuse de diriger la colère légitime des palestiniens contre l'occupant. Il l'utilise – avec la complicité de l'occupant et ses soutiens américains, européens et pouvoirs arabes –, contre son concurrent politique, le Hamas. La situation est d'une gravité exceptionnelle.

Nous reviendrons, dans notre prochain numéro, sur l'analyse du conflit entre le Fatah et Hamas



**AUTO-ORGANISATION DE LA RÉSISTANCE.** Dans le domaine de l'éducation populaire, la Fondation Culturelle Ghassan Kanafani \* développe des programmes pour les enfants de 3 à 6 ans, pour les handicapés et les mal-voyants. Le personnel des jardins d'enfants, qui travaille et vit dans les camps, a mis en place depuis 32 ans une pédagogie progressiste, afin de continuer à vivre et à résister dans la perspective du retour en Palestine. Cette pédagogie basée sur les arts plastiques avec leur centre d'art et leur bibliothèque sont ouverts également aux plus grands. En France, les Amis de la Fondation Culturelle Ghassan Kanafani (AFCGK), ont pour but, entre autre, de collecter des fonds pour scolariser les enfants. Ainsi en 2006, la Fondation a collecté 4100 euros qui permettent de scolariser 13 enfants.



116

Al Faraby  
à Manal Ghanem ...

**Elles sont 116  
femmes détenues  
dans les prisons de l'occupant.  
Ensemble,  
avec elles toutes,  
brisons les barreaux  
de leurs prisons.  
Que chacune puisse à nouveau  
retrouver le doux visage  
qui est le sien !**

Palestine, 2007

### SERMENT

Djamal Benmerad  
[djamalbenmerad@yahoo.fr](mailto:djamalbenmerad@yahoo.fr)

**Tu t'obstines à faire de nous  
des assidus de la douleur.**

**Tu marches sur nos plaies  
et nous ligotes  
avec nos propres veines.**

**Alors, nous avons trempé l'é-  
pée  
dans les larmes de nos sœurs,  
puis avec les camarades  
avons juré que :**

**« Demain ne sera plus  
comme hier »**

### À COMMANDER À NOTRE BOITE POSTALE

OCML-VOIE PROLÉTARIENNE

6<sup>e</sup> CONGRÈS AVRIL 2004

**★ La lutte  
anti-impérialiste  
et la question  
nationale  
aujourd'hui**

1.50

Une brochure  
**Partisan** 1.5  
euro

### À COMMANDER À NOTRE BOITE POSTALE

OCML-VOIE PROLÉTARIENNE

6<sup>e</sup> CONGRÈS AVRIL 2004

**★ La lutte pour  
la transformation  
des rapports  
hommes/femmes  
fait partie  
de la lutte pour  
la révolution**

1.50

Une brochure  
**Partisan** 1.5  
euro

### À COMMANDER À NOTRE BOITE POSTALE

OCML-VOIE PROLÉTARIENNE

**Manifeste**



2  
euros

Une brochure  
**Partisan** 2  
euros

## APPEL AUX LECTEURS

### DIFFUSEZ PARTISAN AUTOUR DE VOUS !

- Faites connaître le journal (envoi sur demande et gratuitement d'anciens numéros)
- Exigez qu'il soit placé de façon visible chez les marchands de journaux, et faites-le commander à partir du code barre (PARTISAN M2348) ;
- Faites-en la publicité dans vos quartiers, sur vos lieux de travail : demandez nos autocollants et nos affiches, disponibles gratuitement.

### ABONNEZ-VOUS !

### ABONNEZ AUTOUR DE VOUS !

- Construisons ensemble une presse ouvrière, populaire et révolutionnaire ;
- Écrivez vos points de vue, critiquez ceux du journal... et ne vous impatientez pas pour la publication ;
- Envoyez-nous des projets, des idées d'articles, des coupures de presse, des photos, des dessins (avant la fin de chaque mois)

Partisan sur le net

<http://vp-partisan.org>

# Troupes de l'ONU, hors du Liban !

## Solidarité avec la lutte de libération anti-impérialiste au Liban, en Palestine et dans toute la région !

Nous, partis et organisations européens signataires, avons condamné dès le début l'agression d'Israël contre le Liban qui a commencé le 12 juillet 2006, et qui s'est accompagnée d'attaques inhumaines sur le territoire palestinien.

Nous soutenons la coordination de la solidarité anti-impérialiste en Europe, et la résistance contre la participation des gouvernements européens à l'oppression des peuples palestinien et arabes.

**RETRAIT IMMÉDIAT DE TOUTES LES TROUPES D'OCCUPATION HORS DU LIBAN**  
**– AVEC OU SANS MANDAT DE L'ONU !**

Pendant 50 jours, Israël a mené une guerre à coups de bombes, tuant plus de 1 000 personnes. Le prétexte était la libération de deux «soldats kidnappés». Les médias bourgeois ont caché le fait que 12 000 Palestiniens ont été «kidnappés» dans les prisons israéliennes. Israël a un «droit de légitime défense» face aux attaques des «terroristes» du Hezbollah – tel est l'argument, alors que leurs missiles ne sont lancés qu'en réaction aux attaques israéliennes qui ont été programmées depuis longtemps. Israël a bombardé systématiquement les convois de réfugiés, les hôpitaux, les écoles, les ponts et les camps de réfugiés des Palestiniens, qui ont été chassés de leurs terres depuis des décennies par l'expansion sioniste. Les condamnations justifiées d'Israël ont été et sont toujours accusées d'«antisémitisme» dans le but de les réduire au silence. C'est une guerre psychologique qui a pour objectif de camoufler les buts réels de la guerre.

Israël n'a pas commis cette agression seul. L'impérialisme US, en particulier, a soutenu matériellement et politiquement l'agression, espérant se rapprocher de son objectif d'hégémonie mondiale grâce à la Nouvelle Guerre de Bush, et progresser dans la mise en oeuvre de son plan impérialiste appelé «Grand Moyen-Orient». Les Etats impérialistes européens ont participé, motivés par leur volonté de contrôler cette région stratégiquement importante qu'est le Moyen-Orient. La résistance courageuse du peuple palestinien, qui a un

soutien au Liban, est le principal obstacle aux objectifs impérialistes. Depuis plusieurs dizaines d'années, elle n'a pas pu être brisée par la terreur et l'occupation sionistes israéliennes, ni au moyen des «plans de paix» impérialistes.

**L'AGRESSION D'ISRAËL A ÉCHOUÉ À CAUSE DE LA RÉSISTANCE ARMÉE, DU COURAGE ET DE L'UNITÉ DU PEUPLE LIBANAIS ET DE LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE.**

Israël a subi une défaite à cause de la résistance armée au Liban, qui avait le soutien multiple du peuple au-delà des frontières religieuses. Les forces de résistance ont réussi parce qu'elles étaient enracinées dans le peuple, qu'elles ont suivi les principes de souplesse de la guérilla, et qu'elles ont assimilé l'expérience positive et négative des luttes passées dans la région et dans d'autres parties du monde. Des millions de personnes, spécialement dans les pays arabes, ont exprimé leur solidarité par des manifestations et des grèves. En Israël également, il y a eu un courageux mouvement pour la paix. Israël a dû se retirer.

**UNE MISSION DE L'ONU CONTRE LE DROIT À L'AUTO-DÉTERMINATION DES PEUPLES**

La résolution 1701 de l'ONU ne condamne pas l'agression d'Israël. Par contre, elle dénie aux peuples palestinien et arabes le droit à la résistance armée contre l'agression israélienne. La résolution 1701 de l'ONU est une «solution de compromis» par ailleurs utile à Israël, qui gagne du temps pour recomposer ses forces et sa stratégie après la défaite qu'il a subi. Elle est la base du déploiement de 15 000 soldats de l'ONU sous le commandement des Etats impérialistes, en particulier ceux de l'Europe (la FINUL est composée par la France, l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne, la Belgique, la Finlande, l'Irlande, la Norvège, la Pologne, le Danemark, la Bulgarie, la Grèce, la Suède, la Turquie, la Chine, l'Inde, le Ghana). Leur tâche est de garantir le contrôle impérialiste direct sur le pays, en totale concordance avec la doctrine US de la «souveraineté partagée» des pays. Pourtant, ce n'est que sur la base du droit à l'auto-détermination qu'il est possible pour les

peuples, arabes et juif, de vivre ensemble en paix. De plus, la FINUL est indirectement dominée par les forces US-OTAN, et à l'avenir elle peut même officiellement se transformer – sous divers prétextes «financiers» ou «techniques» – en une force de l'OTAN, comme cela s'est produit en Afghanistan.

**POUR LE DROIT À L'AUTO-DÉTERMINATION DES PEUPLES !**  
**RETRAIT IMMÉDIAT DES TROUPES ÉTRANGÈRES HORS DU LIBAN !**  
**ARRÊT DES FOURNITURES D'ARMES À ISRAËL !**  
**SOLIDARITÉ AVEC LA LUTTE DE LIBÉRATION ANTI-IMPÉRIALISTE DU PEUPLE PALESTINIEN !**  
**ARRÊT DE TOUTE RELATION POLITIQUE, COMMERCIALE ET DIPLOMATIQUE AVEC L'ÉTAT SIONISTE D'ISRAËL !**

Nous déclarons notre soutien actif aux mouvements anti-militaristes et pour la paix dans nos pays, et nous contribuons à leur renforcement à travers un travail d'éducation systématique parmi les masses du peuple.

Nous organisons la lutte et l'unité anti-militaristes et anti-impérialistes, en particulier parmi les jeunes dans toute l'Europe.

Nous soutenons l'action commune, coordonnée et trans-frontières contre la politique de guerre impérialiste.

Nous préconisons et nous soutenons la résistance active, comme celle des dockers anglais qui ont refusé de charger des navires pour Israël.

Nous condamnons les attaques fascistes et réactionnaires contre les masses, qu'elles aient des motifs fondamentalistes, qu'elles soient provoquées par les services secrets, ou qu'elles soient le produit d'un désespoir individuel. En lien avec l'hystérie «anti-terroriste», elles servent de prétexte aux gouvernements impérialistes pour prendre de nouvelles mesures répressives contre les forces progressistes. Cependant, nous défendons clairement le droit à la résistance armée des peuples opprimés !

Nous travaillons à la solidarité politique et matérielle de nos peuples avec tous les mouvements de libération nationale et sociale.

Les menaces sur la paix dans la région du Moyen-Orient et dans le monde entier

viennent des impérialistes, qui exercent une oppression néo-coloniale, exploitent les peuples et les nations avec le soutien des régimes réactionnaires locaux. Ce n'est que si les peuples se libèrent eux-mêmes de l'impérialisme sous la direction de la classe ouvrière, qu'ils pourront vivre ensemble dans une paix durable et l'auto-détermination. C'est la raison pour laquelle la lutte pour la libération nationale et sociale a besoin de la perspective du socialisme.

**POUR LA PAIX, LA LIBERTÉ, ET LE VÉRITABLE SOCIALISME !**

La tendance croissante aux agressions à l'extérieur est étroitement liée à la réaction croissante à l'intérieur. Sous prétexte de lutte contre le terrorisme, un démantèlement massif des droits démocratiques et des libertés et une fascisation de l'appareil d'Etat se produisent en Europe. Par exemple, chaque pays doit avoir accès aux données des services secrets des autres, la vidéo-surveillance doit se généraliser, les contacts par internet doivent être sur-

veillés, etc. Des programmes sont mis en place pour que l'armée soit prête à intervenir contre un ennemi intérieur. Tout cela est dirigé contre les masses, qui se révoltent de plus en plus en Europe contre le (dés)ordre capitaliste, et contre leur recherche d'une alternative de société. C'est la raison des listes «anti»-terroristes de l'Union européenne, persécutant des forces patriotiques de gauche des luttes de libération nationale, des anti-impérialistes, des communistes et des révolutionnaires, de l'interdiction de type fasciste de partis et de mouvements de jeunesse communistes dans différents pays européens, et des mesures politiques disciplinaires contre des travailleurs militants et contre ceux qui sont suspectés de sympathie communiste.

**POUR LA DÉFENSE ET POUR L'EXTENSION DES DROITS DÉMOCRATIQUES ET DES LIBERTÉS !**

Soyons actifs pour un avenir sans exploitation et sans oppression impérialiste – soutenons la construction de véritables partis et organisations communistes !

Signataires au 18 / 12 / 2006 :  
VP, OCml Voie Prolétarienne, France ; e-mail : vp.partisan@caramail.com  
KOE, Organisation Communiste de Grèce ; e-mail : k.o.e@tellas.gr, laokratia@yahoo.com  
MLPD, Parti marxiste-léniniste d'Allemagne ; e-mail : info@mlpd.de  
CARC, Comités de soutien à la résistance – pour le communisme, Italie ; e-mail : carc.ri@libero.it  
l'Altra Lombardia – su la testa, Italie ; e-mail : laltralombardia@laltralombardia.it  
GML/Rode Morgen, Pays-Bas ; e-mail : contact@rodemorgen.nl  
Parti Maoïste Russe ; e-mail : rmparty@maoism.ru  
ATTK, Confédération des Travailleurs de Turquie en Europe ; e-mail : info@atik-online.net  
Bolshevik Partisan (Kurdistan Nord / Turquie) ; e-mail : bpnkt@web.de  
Groupe Communiste Révolutionnaire Tendance Rouge, Biélorussie ; e-mail : slovoidelo@yandex.ru

## ★ AGENDA

### SOLIDARITÉ AVEC LES MILITANTS DU NPCI

Soyons présents lors de leur procès qui se déroule le 17 janvier à partir de 9 h, puis le 18 à 13h. et le 19 à 13h.  
A la 16ème/2 Chambre du TGI de Paris, 4 Bd du Palais, Métro Cité  
Concert et Théâtre contre la répression. Vendredi 19 janvier à 19h.  
Bourse du travail de Saint-Denis, 9/11 rue Génin, M°Porte de Paris

### POUR AMANDINE, CONTRE VIRGIN

Samedi 13 janvier, 15h00 – devant Virgin, 5 boulevard Montmartre à Paris, (M°Grands Boulevards). Rassemblement et lancement d'une semaine nationale et internationale d'action contre Virgin pour soutenir Amandine

### SANS-PAPIERS 1

Mercredi 17 janvier, 18h30, et tous les mercredi des semaines suivantes, manif des sans papier-e-s place de la république à Lille

### SANS-PAPIERS 2

Jeudi 18 janvier, 14h00. Place de la République à Paris. Régularisation de tous les sans papiers. Abrogation de la loi Céseda. Non à l'immigration choisi et au cas par cas. A l'appel de la coordination étudiante et lycéenne pour la régularisation des élèves sans papiers et de leurs familles

### SANS-PAPIERS 3

Samedi 20 janvier à Grenoble, journée de lutte contre les expulsions, pour la régularisation des sans-papiers.

### CONSEIL INTERNATIONAL DES OUVRIERS DE L'AUTOMOBILE

Ce 5<sup>e</sup> Conseil se tiendra à Stuttgart en Allemagne du 17 au 20 mai 2007. Pour y participer adressez-vous à notre boîte postale.

### FILM

BAMAKO, de Souleymane Cissé. C'est un procès imaginaire qui se passe au Mali contre la dictature de la Banque Mondiale et du FMI. Une bonne dénonciation, avec des scènes pleines d'humour.

### CONCERT DE RAP

Ministère des Affaires Populaires en concert le 8 février à 19h30 à l'Elysées-Montmartre, Paris, M° Anvers. Locations Fnac-Virgin

**PARTISAN SUR LE NET →**

<http://vp-partisan.org>

**PARTISAN CONTACT →**

[vp.partisan@caramail.com](mailto:vp.partisan@caramail.com) | [contact@vp-partisan.org](mailto:contact@vp-partisan.org)  
Voie Prolétarienne · BP 48 · 93802 Épinay-sur-Seine cedex

## Sommaire 209

**ÉDITO : 2007, PAS DE VŒUX MAIS NOTRE ENGAGEMENT**

**2**

**COLLECTIF ANTI-LIBÉRAL : L'OCCASION MANQUÉE**

**3**

**CRÉATION DU CNU : UNE INITIATIVE POSITIVE**

**4**

**AGEN : INTERVIEW DE MILITANTS**

**5**

**HULOT ÉCOLO ? — CAPITALISME ET OGM (1)**

**6-7**

**COURRIER DES LECTEURS**

**8**

**ÉTAT, PATRONS, RÉPRESSION**

**9**

**NÉPAL: LES FEMMES DANS LA RÉVOLUTION (1)**

**10**

**PALESTINE — BAHREÏN**

**11**

PARUTION DU NUMÉRO 210 VERS LE 8 FÉVRIER. DATE LIMITE POUR ENVOYER VOS ARTICLES : 30 JANVIER